

Numéro 185 du 3 décembre 1984 - 12FF - 85FB - 4FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

DOSSIER
POLOGNE



**Les courants de gauche
dans Solidarité**

**AFRIQUE DU SUD:
Montée des luttes et débat stratégique
dans le mouvement des masses**

Montée des luttes et débat stratégique dans le mouvement des masses

LA poussée spectaculaire des mobilisations des masses noires (1) depuis le printemps marque un point d'inflexion dans l'évolution d'une situation politique et sociale déjà caractérisée depuis plusieurs années par une relance de l'activité contestatrice des opprimés. Le déroulement de ces récentes mobilisations, leur détermination face à la répression, le contenu de leurs revendications tout comme le rôle qu'y ont tenu les regroupements antiapartheid et les organisations syndicales indépendantes, témoignent des progrès du niveau d'organisation des opprimés. Cette situation a alimenté dans les rangs de l'opposition à l'apartheid un débat de portée stratégique sur les perspectives de la lutte du mouvement des masses opprimées et exploitées.

Peter BLUMER,
Tony ROUX.

Les derniers mois ont vu l'entrée en action simultanée contre la politique du gouvernement et du patronat, de différents secteurs sociaux des opprimés : jeunesse scolarisée, travailleurs « métis » et « indiens », population des townships (ghettos noirs) et travailleurs des mines et de l'industrie. Ces mobilisations se sont en partie concentrées dans la province industrielle du Transvaal. Partant de revendications spécifiques, elles ont convergé sous l'effet de la répression et du poids de la question nationale, pour culminer par une grève générale régionale de 48 heures qui révéla une rapide dynamique d'affrontement à l'Etat. La force de l'union des masses opprimées s'est exprimée, entre autres, par la violence avec laquelle les manifestants s'en sont pris à tout ce qui symbolisait la domination raciale de la minorité blanche ou la collaboration avec cette oppression. Ainsi, les membres des conseils municipaux des townships ont été sommés de démissionner (2). Certains ont même été attaqués et lapidés par la population révoltée.

LA RÉCENTE POUSSÉE REVENDICATIVE

Ces protestations sont intervenues dans un climat de politisation des masses noires consécutif à la mobilisation contre la réforme constitutionnelle décidée par le gouvernement de Pieter Botha. Cette dernière visait à briser le front d'unité des masses noires, qui ne cesse de s'affirmer depuis les émeutes de Soweto de 1976, l'émergence des organisations syndicales indépendantes, le développement des associations communautaires, et les grèves ouvrières et étudiantes de ces trois dernières années. Il s'agissait aussi d'associer quelques représentants de la petite bourgeoisie indienne et métisse aux mécanismes de domination raciale, en les faisant participer à deux chambres parlementaires sans pouvoir réel et élues séparément par les deux communautés, en

août 1984. Cette orientation fut un fiasco total et contribua au contraire à exacerber la révolte nationale des opprimés et à aiguïser l'affrontement avec le pouvoir. C'est au cours de cette lutte pour le boycott des élections que se sont constituées deux nouvelles structures à caractère politique regroupant chacune diverses organisations d'opposition à l'apartheid : le Front démocratique uni (UDF) et le Forum national (NF).

La campagne pour le boycott a donné lieu à de nombreux meetings, à d'intenses discussions sur la stratégie à suivre, et à une importante activité des organisations syndicales indépendantes sur le terrain politique. Cette mobilisation aboutira à un boycott massif des élections par les « métis » et les « indiens » (3). Mais ce fut aussi l'occasion de nombreuses luttes revendicatives.

C'est dès le printemps 1984 que démarra l'agitation dans la jeunesse scolarisée des townships. Elle s'étendra ensuite sur la base de trois revendications principales : la reconnaissance des conseils représentatifs des élèves, l'abolition des châtiments corporels, et la suspension des limites d'âge dans la scolarité. Comme lors des précédentes révoltes de la jeunesse scolarisée en 1976 et en 1980, c'est l'ensemble du système raciste d'enseignement qui était contesté. Mais cette dernière mobilisation a connu une dynamique politique plus importante dans la mesure où elle a convergé avec la campagne pour le boycott des élections racistes. Une trentaine d'écoles secondaires et huit universités étaient en grève pendant la période électorale. Le 22 août, environ 630 000 élèves « métis » ont suivi cette action dans plusieurs provinces du pays.

C'est dans ce contexte que le régime a adopté, durant l'été, une série de mesures d'austérité destinées à faire payer aux masses le prix de la récession qui frappait l'économie sud-africaine et comprenant la réduction de certains budgets sociaux, l'encadrement du crédit par une hausse des taux d'intérêt, l'augmentation des loyers et des taxes sur une série de produits de base. Ces mesures sont intervenues alors

que les conflits sociaux se multipliaient depuis le début de l'année — l'on dénombre 176 grèves impliquant 50 000 travailleurs pour les six premiers mois de 1984 — et que le coût de la vie augmentait au rythme annuel d'environ 12 %.

Les protestations des populations des ghettos noirs ont pris la forme, début septembre, d'une violente révolte contre les hausses de l'électricité et des loyers des logements appartenant à l'Etat. Ce mouvement s'est étendu aux townships autour de Johannesburg, ainsi qu'à d'autres régions du pays, et a duré plusieurs semaines. Ces hausses ayant été dictées par le gouvernement et décidées par les conseils municipaux des townships, les mobilisations réclamèrent donc rapidement la démission de leurs membres. Une répression féroce causa près de 100 morts, plus de 1 000 arrestations, et donna lieu à de vastes opérations de ratissage dans les ghettos. Le 22 octobre, 7 000 militaires envahirent Sebokeng, une agglomération de 120 000 habitants située au sud de Johannesburg. Finalement, la mobilisation a obtenu certaines concessions, puisque le gouvernement a fini par promettre l'établissement, en 1985, de conseils représentatifs d'élèves et l'abolition de l'âge limite de scolarité, tandis que les augmentations des loyers dans les townships ont été momentanément reportées.

La classe ouvrière n'a pas été absente de cette période de luttes. Le syndicat des mineurs (NUM), qui revendique 70 000 adhérents sur 480 000 mineurs, a organisé le 17 septembre la première grève générale d'ampleur dans ce secteur depuis 1946, et la première grève légale de toute l'histoire des travailleurs des mines d'or. Le NUM n'a été reconnu dans certaines mines qu'en 1982, après une série de grèves durement réprimées. Les pourparlers pour les augmentations salariales se sont ouverts début 1984 entre la Chambre des mines, qui proposait initialement 8 % de hausse, et le NUM, qui en réclamait 60 %. Le syndicat des mineurs réduira ensuite sa revendication à 25 % d'augmentation, mais le patronat refusa d'aller au-delà d'une hausse de 9,5 % à 10,9 %. Après plusieurs mois de négociations infructueuses, la Chambre des mines décida, à la mi-juin, une hausse unilatérale des salaires de l'ordre de 13,3 % à 14,4 %.

Toutes les procédures légales de concertation ayant été épuisées, le NUM s'orienta vers la préparation de la grève. Celle-ci, déclenchée le 17 septembre, toucha environ 40 000 grévistes de 7 mines d'or appartenant à l'Anglo-American Corporation, dans lesquelles l'action était

1. Le régime sud-africain divise la population en quatre catégories raciales officielles : « Blancs », « Africains », « Métis » et « Indiens ». Le terme « Noir », revendiqué par les opposants à l'apartheid, regroupe tous les non Blancs.

2. Les conseils municipaux des townships sont des structures locales mises en place par le régime pour assurer quelques fonctions d'administration dans les ghettos noirs. Elles ont généralement été élues avec des participations électorales ne dépassant pas les 10 %.

3. Cf. *Inprecor* numéro 163 du 19 décembre 1983.

légale, sur un total d'une trentaine de mines. Des débrayages d'environ 4 000 mineurs eurent lieu le même jour dans d'autres mines, associant notamment la reconnaissance du droit syndical à la revendication d'augmentation salariale. La répression fut terrible. L'on dénombra 10 morts et plusieurs centaines de blessés pour une grève qui ne dura qu'une seule journée. Finalement, le NUM accepta un compromis qui semblait honorable et représentait même une certaine victoire, puisqu'il prévoyait, en plus des augmentations de salaires décidées unilatéralement en juin, une prime de congé égale à un demi mois de salaire pour les ouvriers non qualifiés qui n'en recevaient pas encore, et égale à 75 % du salaire pour les autres.

Le récent déblocage du droit à la syndicalisation indépendante pour les Noirs dans les mines représentait, de la part d'une fraction du patronat minier, une volonté de laisser s'exercer certaines pressions sur le monopole des syndicats de travailleurs blancs qui défendent des dispositions très strictes d'emplois réservés et maintiennent les salaires des mineurs blancs à un niveau quatre fois supérieur à celui des Noirs. Il s'agissait aussi de couper court à la radicalisation des luttes des mineurs pour les droits syndicaux, qui se développaient depuis quelques années, dans la mesure où le reste de la classe ouvrière noire a déjà, par son combat, imposé ce droit. Toutefois, la répression à laquelle fut soumise la première grève légale des mines montre bien les limites de la tolérance du patronat minier et du pouvoir face à l'exercice des droits syndicaux en période de récession économique et dans un secteur où les profits patronaux se fondent justement sur l'utilisation massive d'une main-d'œuvre non qualifiée, peu rémunérée et d'un appareil de production vétuste.

En l'espace de quelques mois, les différents secteurs sociaux des opprimés entrés en lutte ont été confrontés au même problème de la répression et des dispositions spécifiques du système d'apartheid régissant leur vie et leur travail dans leurs domaines respectifs. L'effet cumulatif de toutes ces restrictions aux droits démocratiques et nationaux des opprimés, combiné aux revendications immédiates des ouvriers et des masses déshéritées des townships fixent le cadre de l'imbrication entre révolte nationale et sociale lors de ces récentes explosions de colère populaire.

GREVE GENERALE DANS LE TRANSVAAL

C'est à l'appel du Congrès des étudiants sud-africains (COSAS) qu'une réunion unitaire rassemblant plus d'une trentaine d'organisations et d'associations antiapartheid et de syndicats décida de mettre en place un Comité de grève pour la région du Transvaal (TRSC). Cette structure unitaire regroupait le COSAS, l'UDF, le Comité pour la libération de Nelson Mandela, la Fédération des femmes sud-africaines, les associations civiles de Soweto et du Vaal, et les princi-

pales forces syndicales parmi lesquelles la Fédération des syndicats d'Afrique du Sud (FOSATU), qui regroupe 150 000 syndiqués, et le Conseil des syndicats d'Afrique du Sud (CUSA). La grève générale régionale des 5 et 6 novembre fut convoquée autour des revendications suivantes : démission des conseils municipaux, retrait de la police et de l'armée des ghettos noirs, suspension des hausses des loyers et des tarifs de bus, libération des détenus et prisonniers politiques, réintégration des travailleurs licenciés, et annulation des taxes considérées comme injustes. Le TRSC a diffusé 400 000 tracts et collé 5 000 affiches, et dans les entreprises touchées par sa propagande, la grève fut suivie par au moins 75 % des travailleurs, et le plus souvent par 90 % d'entre eux. Ce sont environ 1 000 000 de personnes qui participèrent à cette action, dont 500 000 travailleurs et quelques 400 000 lycéens et étudiants.

Pour la première fois lors d'une action de cette ampleur, le mouvement ouvrier indépendant est apparu à travers ses principales organisations syndicales comme la charpente du mouvement de protestation antiapartheid. Jusque-là c'était l'UDF, front auquel participent peu de syndicats, qui était apparu comme la principale force dans le mouvement de protestation contre les élections bidon aux parlements « métis » et « indiens ». Lors de la grève générale du Transvaal, les organisations syndicales indépendantes réussirent à se hisser à la tête du mouvement des opprimés aux côtés de l'UDF. Dès lors, nous assistons en quelque sorte à l'apparition d'une direction bicéphale du mouvement des masses opprimées. Cette convergence dans l'action n'empêche pas l'existence d'importantes divergences stratégiques entre ces deux courants.

Au pays de l'apartheid, c'est le creuset commun de l'oppression nationale de tous les Noirs qui fonde la base objective de l'unité de leur mobilisation. Cette dynamique a favorisé l'apparition de cadres unitaires antiapartheid, comme l'UDF et le NF. Mais le degré d'organisation et d'implantation du mouvement syndical indépendant a permis de renforcer l'expression centralisée de cette unité. La presse sud-africaine n'a d'ailleurs pas hésité à affirmer que cette grève générale avait été la plus importante depuis 35 ans. A la différence des années 1976-1977, durant lesquelles le mouvement syndical indépendant n'avait pas joué un rôle moteur du fait de sa faiblesse, la grève du Transvaal a révélé tout le potentiel de combativité et d'efficacité en termes de capacité de paralysie de l'appareil de production que recelait déjà le mouvement ouvrier sud-africain à travers ses organisations syndicales indépendantes lorsque celles-ci parvenaient à se porter à la tête de la mobilisation d'ensemble des opprimés. Et cette grève fut bien un mouvement d'ensemble des opprimés associant jeunesse scolarisée, travailleurs des différentes communautés, populations des townships, mais aussi commerçants et petits propriétaires de taxis. L'ampleur de la

protestation a d'ailleurs immédiatement contraint un certain nombre de membres des conseils municipaux des townships à démissionner.

Le pouvoir a durement réprimé cette grève et tout particulièrement le mouvement syndical. De nombreux membres du TRSC ont été arrêtés, parmi lesquels Chris Dhlamini, président de la FOSATU, Thami Mali, dirigeant du TRSC et responsable du comité de Soweto de l'UDF, Moses Mayekiso, responsable pour le Transvaal du MAWU (syndicat de la métallurgie de la FOSATU), P. Camay, dirigeant du CUSA, Themba Nonhlantane, du syndicat des travailleurs municipaux et généraux (MGWUSA), Peter Makgopa, dirigeant régional du COSAS ... Ces militants, comme les centaines de personnes arrêtées, peuvent être gardés à vue de nombreuses semaines du fait de la législation répressive sud-africaine. Une trentaine de personnes ont été tuées par les forces répressives pendant ces deux jours de grève et des dizaines d'autres blessées (cf. encadré sur la solidarité, page 26). Dans l'entreprise SASOL de transformation du charbon en pétrole, d'importance stratégique, qui est sous étroit contrôle gouvernemental, environ 90 % des 6 500 travailleurs noirs ont été licenciés pour leur participation à la grève. Cette réaction des administrateurs de SASOL illustre la volonté de fermeté du pouvoir face à l'action des syndicats indépendants, le syndicat dominant dans l'entreprise étant la branche chimie de la FOSATU. Mais cet exemple montre aussi clairement l'importante combativité du prolétariat noir. La répression va poser de nouveaux problèmes au mouvement de masse, et notamment aux syndicats indépendants, mais elle n'entache pas le succès de cette grève générale du Transvaal. Comme l'a d'ailleurs déclaré Joe Foster, secrétaire général de la FOSATU, la répression ne fera qu'« enflammer un peu plus la situation et la polariser davantage ». Il semble néanmoins que, de la part de certains membres du TRSC, une appréciation par trop unilatérale des rapports de forces soit faite. Ainsi, le président du TRSC et dirigeant local de l'UDF à Soweto, Thami Mali, alla jusqu'à déclarer : « Notre tâche est d'intensifier la résistance, de créer une situation ingouvernable et de forcer réellement l'Etat à déclarer certaines régions, zones libérées. » (4)

QUESTION NATIONALE ET LUTTES SOCIALES

Ces mobilisations démontrent clairement le caractère complexe de l'imbrication de la question nationale et de la lutte sociale en Afrique du Sud. Ce pays renferme une combinaison très exceptionnelle de tâches nationales, démocratiques et sociales à résoudre pour le mouvement des masses opprimées. La dimension nationale est présente dans toutes les luttes, y compris sur le terrain des luttes sociales dans

4. Rand Daily Mail, Johannesburg, 7 novembre 1984.



la mesure où même les grèves ouvrières expriment la volonté des travailleurs noirs de s'organiser en tant que tels pour conquérir leur émancipation et faire aboutir leurs revendications. Toutes les mobilisations ouvrières combinent donc des revendications immédiates et économiques (salaires, conditions de travail, etc.) avec des revendications nationales et démocratiques qui débordent le cadre de l'entreprise et s'inscrivent dans le combat pour la libération nationale (égalité des droits, liberté d'organisation et d'expression).

Cela s'explique par la nature particulière de la société sud-africaine, société capitaliste semi industrialisée, dépendante des investissements et aides impérialistes, et soumise à l'évolution de ses exportations d'or, en dépit d'un développement industriel important. L'importance des capitaux impérialistes dans l'activité minière et industrielle du pays, la dépendance par rapport au marché impérialiste en matière d'accès à la technologie, au crédit ou dans le domaine de la fixation des prix de l'or, constituent l'un des aspects de la réalité de l'économie sud-africaine. Un autre est représenté par le fort degré de concentration du capital sud-africain et l'existence d'une bourgeoisie financière qui ne peut néanmoins s'émanciper de deux contraintes : d'un côté, la dépendance par rapport au savoir-faire technologique et aux investissements des puissances impérialistes et, de l'autre, la dépendance par rapport aux mécanismes d'oppression nationale codifiés dans l'apartheid et sur lesquels elle fonde ses profits. Cette situation est source de difficultés liées à l'étroitesse du marché intérieur au même titre que dans les autres pays dépendants semi industrialisés. Mais aucune fraction de la bourgeoisie sud-africaine ou impérialiste intervenant en Afrique du Sud ne peut vraiment chercher à les résoudre en renonçant aux surprofits issus de l'oppression nationale des masses noires.

Le développement industriel de la dernière décennie a modifié la composition du prolétariat en accroissant le nombre des travailleurs industriels. C'est dans ces secteurs que se sont développées les premières expériences d'organisations

syndicales indépendantes dans la dernière période. L'existence de ces syndicats indépendants modifie les données politiques de la lutte des masses opprimées et exploitées (5). Le prolétariat industriel et minier constitue désormais la force motrice du processus d'unification des opprimés et des exploités dans le cadre de la lutte nationale pour la conquête du droit à constituer une seule et unique nation, ce que la politique d'apartheid et des Bantoustans interdit aujourd'hui. Pour y parvenir, il faudra donc balayer l'apartheid et la domination capitaliste.

Dans ce contexte particulier, la lutte de libération des masses noires ne peut pas prendre la forme classique de la destruction d'un pouvoir colonial résultant d'une domination étrangère. Elle ne peut pas se limiter à une lutte pour des revendications d'ordre essentiellement démocratique et national. Elle doit immédiatement intégrer des revendications sociales dont la dynamique est anticapitaliste. Dans une telle situation, il est donc impossible de concevoir l'organisation d'un mouvement de libération nationale de type classique, comparable à ceux qui sont nés des luttes anticoloniales dans des sociétés beaucoup moins industrialisées et qui ont été généralement fondés sur les masses paysannes et plébéiennes. La place et la force de la classe ouvrière dans la société sud-africaine explique d'ailleurs l'impossibilité objective de voir se constituer un mouvement national du type de celui du Front de libération national (FLN) algérien ou du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA). Cela ne signifie pas que le mouvement des opprimés ne revêtira pas un caractère d'alliances entre différentes catégories sociales de la population opprimée et exploitée. Mais c'est la différence de la formation sociale sud-africaine par rapport aux exemples angolais et algérien, qui justifie d'emblée l'attribution à la classe ouvrière noire d'un rôle déterminant et dirigeant dans la pratique immédiate de la lutte et non pas seulement sous la forme d'une dynamique historique de la mobilisation.

LA NOUVELLE CONJONCTURE

Le développement des syndicats indépendants depuis 1973 a correspondu à une période de croissance industrielle, de développement numérique de la classe ouvrière, et d'une forte demande patronale en main-d'œuvre. Les effets de la crise économique internationale n'agiront que partiellement et de manière désynchronisée durant toute la période 1973-1982. L'économie sud-africaine dispose en effet de certains amortisseurs, parmi lesquels la multiplicité et le caractère stratégique de ses exportations minières, sa position de quasi monopole pour certains d'entre eux, et la relative autonomie de l'évolution des prix de l'or par rapport à la crise économique internationale. Mais c'est là aussi que réside son point faible. L'économie sud-africaine est très dépendante de l'évolution des cours de l'or, production qui représente 45 % des exportations et 20 % des recettes budgétaires de ce pays.

Dès 1981, les exportations commencent à chuter, en 1982 l'activité économique s'est ralentie, et en 1983, les investissements ont reculé d'environ 3 %. Le pays est alors frappé par une récession dont l'ampleur et la profondeur conjugue le caractère dépendant de l'économie sud-africaine vis-à-vis des grands pays industrialisés et les effets cumulatifs, depuis 1973, de la crise dans ces mêmes pays. La baisse du prix de l'or entraîne un manque à gagner pour le régime, malgré la hausse du dollar durant la même période. Parallèlement, cette hausse du dollar, valeur-refuge pour l'épargne, accentue la tendance à la baisse du prix de l'or. Enfin, conséquence de cette situation, la monnaie sud-africaine, le rand, ne cesse de se déprécier par rapport à la devise américaine. D'une valeur de 1,30 dollar en 1981, le rand sud-africain est descendu à 0,90 dollar au début 1984 et à 0,60 dollar en novembre 1984.

L'investissement étranger qui, au début des années 1970, pouvait trouver dans ce pays un intérêt qui n'existait plus dans les pays impérialistes à cause de la baisse des taux de profit, s'est lui aussi mis à régresser, du fait de la réduction générale des débouchés, de l'étroitesse du marché et des risques politiques encourus. En 1983, plus de 25 000 entreprises ont fermé, soit 28 % de plus que l'année précédente. En 1984, c'est une moyenne de 12 fermetures par jour qui est enregistrée (6).

Dans ces conditions, le syndicalisme a été confronté à sa première grande responsabilité : être capable de répondre à une politique d'austérité qui vise à faire payer la crise à la classe ouvrière noire. Le chômage, qui est un trait permanent du marché du travail des non Blancs au pays de l'apartheid, s'accroît brutalement au rythme des multiples faillites, des reconversions industrielles et des licenciements massifs entrepris par la grande industrie sud-africaine et impérialiste. En 18 mois, 70 000 travailleurs noirs de l'industrie métallurgique ont perdu leur emploi. Les capitalistes profitent de cette situation pour accroître les rendements et la productivité du travail. Celle-ci a d'ailleurs augmenté dans le secteur de l'automobile cette année, dépassant les niveaux de 1980, alors même que les licenciements se multiplient.

Les principaux syndicats indépendants des travailleurs noirs avaient su se construire en utilisant les gains de batailles menées et remportées au niveau des entreprises. Le courage des premiers noyaux de syndicalistes avait été, entre 1979 et 1980, transmis à des dizaines de milliers de travailleurs qui apprenaient à faire grève, à s'opposer aux patrons et à rejoindre le mouvement syndical indépendant sur la base de cette expérience et de leurs victoires revendicatives. Entre 1980 et 1983, le nombre des syndiqués « africains » a augmenté de 200 %, passant de 220 000 à 670 000 membres. Aujourd'hui

5. Cf. *Inprecor* numéro 125 du 3 mai 1982.

6. *South African Labour Bulletin*, Braamfontein, août-septembre 1984.

d'hui, les seuls travailleurs « africains » représentent 43,3 % des effectifs syndicaux (7).

L'insistance mise par certains syndicats, comme la FOSATU, sur l'organisation à la base et le développement du système des délégués locaux d'entreprises (les shop-steward) correspondait à la première étape du développement du mouvement syndical indépendant. Il s'agissait alors de stabiliser les syndicats au niveau des entreprises et de donner au prolétariat noir une forme d'organisation qui corresponde à ce premier niveau de la lutte des classes. Aujourd'hui, c'est toute cette expérience qui est mise à l'épreuve par les licenciements comme par les nouvelles nécessités de l'affrontement avec le régime. Depuis le début de l'année, le mouvement syndical est confronté à une politique de licenciements qui met en danger ses propres acquis organisationnels. Ainsi, depuis août 1984, le MAWU, syndicat de la FOSATU dans la métallurgie, a enregistré la perte de 2 000 membres, soit environ 5 % de son effectif, pour cause de licenciements. Il est à prévoir qu'un millier supplémentaire de ses syndiqués sera licencié d'ici à la fin 1984, début 1985 (8).

La presse a souligné, à l'occasion de la grève du Transvaal, que les syndicats s'impliquaient désormais sur le terrain politique en s'affrontant directement à l'Etat. En réalité, c'est depuis leur création que tous les syndicats indépendants ont adopté des positions politiques correspondant aux besoins des luttes du moment. Ce qui est nouveau, ce n'est donc pas tant le comportement du mouvement syndical que le degré atteint par la confrontation entre l'Etat raciste, le patronat et la classe ouvrière. Dans cette épreuve de force, le mouvement syndical indépendant doit pouvoir concrétiser pleinement ce qui n'était qu'implicite dans sa phase élémentaire d'organisation, à savoir son rôle objectif et déterminant dans la construction d'un mouvement ouvrier noir sud-africain.

Depuis plusieurs mois, l'affrontement entre les masses et le régime raciste a confirmé le haut degré d'organisation des opprimés, qui s'est notamment matérialisé dans la quasi synchronisation des mobilisations. Deux types de structures de masse, dans ce contexte, ont confirmé leur représentativité : d'une part, les syndicats et, d'autre part, les diverses associations communautaires intervenant sur des problèmes spécifiques comme le logement, le sport, etc. Indiscutablement, l'affrontement politique actuel nécessite une unité étroite entre ces deux niveaux complémentaires d'organisation. La masse des chômeurs, le rôle clef de la jeunesse, l'ampleur du travail précaire expliquent l'importance des associations communautaires pour des centaines de milliers d'opprimés qui, concrètement, ne peuvent s'organiser dans un syndicat. Les townships sont aussi des terrains naturels de développement du sentiment de solidarité et du besoin d'organisation. L'unité des opprimés peut trouver des formes très diverses en rapport avec la diversité des situations concrètes. La multitude de

réseaux associatifs, parfois même liés aux Eglises, sur différents thèmes correspond justement à cette diversité de situations.

Mais arrivée à un certain niveau de développement des luttes et d'affrontement avec le pouvoir, la juxtaposition des formes les plus diverses d'organisation ne peut suffire. Il devient décisif d'affirmer dans la mobilisation la centralité du prolétariat noir. C'est à partir de là que les développements de la dernière période s'accompagnent d'un débat très vif sur les buts et les moyens du combat actuel des masses.

LE DÉBAT AUTOUR DE L'UNITÉ

Le courant « chartiste », qui se réfère à la filiation de la Charte de la liberté (9), a cherché à donner un cadre politique et organisationnel au mouvement des masses opprimées. L'UDF, qui est d'une certaine manière une alliance entre ces chartistes, des secteurs de l'Eglise et des cercles blancs libéraux, a correspondu à cet objectif de rassembler le mouvement de masse autour d'un programme politique implicite, celui de la Charte de la liberté. En offrant ainsi un débouché aux différents secteurs en lutte, ce courant cherchait aussi à éviter d'être marginalisé par la recomposition du mouvement syndical, dont le processus d'unification en cours lui échappe. L'UDF a effectivement rassemblé une partie substantielle des associations antiapartheid et quelques syndicats, et joué un rôle central dans la mobilisation contre les élections racistes du mois d'août. L'autre pôle à caractère politique, qui s'est formé durant la même période, le Forum national (NF), regroupe divers courants unis autour du refus de l'alliance avec les libéraux et désireux de se confronter au courant chartiste en lui opposant un programme plus radical, explicitement socialiste.

Les syndicats comme la FOSATU, le Syndicat général des travailleurs (GWU), l'AFCWU, etc., ont donné diverses explications à leur refus de rejoindre l'UDF et le Forum national. Tous ont souligné leur volonté de garantir l'indépendance syndicale, exprimant parfois un refus de se lier avec des secteurs non prolétariens, avec des associations de petits patrons métis et indiens ou tout simplement avec des groupes libéraux blancs. Ce refus des principaux syndicats de rejoindre l'UDF ne peut s'expliquer qu'en prenant en compte un élément central de la pensée politique des chartistes. Pour ces derniers, le mouvement de libération représentant la direction unique du mouvement des opprimés existe déjà avec le Congrès national africain (ANC). De plus, pour une partie non négligeable de ce même courant, l'ANC, son appendice syndical, le Congrès des syndicats sud-africains (SACTU) et son aile armée, jouent un rôle d'avant-garde parce qu'ils sont de fait dirigés par le Parti communiste sud-africain (SACP). Le mouvement de masse ne serait donc pas privé d'une direction révolutionnaire, celle-ci s'incarnant depuis des décennies dans la combinaison ANC-SACP et dans sa stratégie de lutte. Le seul problème ré-

side donc pour ce courant dans la relation entre cette direction et le mouvement de masse, associatif et syndical, surgi ces dernières années en grande partie en dehors de son contrôle.

C'est dans ces conditions que l'UDF doit remplir une telle fonction, en prenant la forme d'un grand rassemblement unitaire concrétisant l'hégémonie politique de l'ANC en tant que mouvement de libération dirigeant la lutte antiapartheid. Cette vision des choses est largement contestée par les organisations qui composent le Forum national d'une part, et par les principaux syndicats, d'autre part. Du fait de la répression ambiante, le débat public est évidemment très difficile et limité. L'ANC et le SACP sont interdits et pourchassés, leur presse est dès lors surtout diffusée depuis l'extérieur. Les syndicats expriment leur opinion dans le cadre limité de leur légalité surveillée. Enfin, toutes les organisations sont obligées de contrôler leur expression politique. La discussion a donc adopté des aspects très formels. Les syndicats ont notamment reproché à l'UDF la forme et la composition de ses organes de direction, la place qu'elle laissait aux libéraux dans ses meetings. Tandis que l'UDF reprochait au NF de n'être qu'un simple forum et pas un véritable front discipliné, et aux syndicats d'adopter des positions « économistes », « ouvriéristes » et « sectaires ». La polémique lancée depuis plusieurs mois par le Parti communiste sud-africain contre les syndicats qui ne sont pas dans l'UDF et contre les courants qui forment le NF expriment bien, cependant, le niveau important de cette confrontation politique.

Au congrès de son syndicat, en avril 1982, le secrétaire général de la FOSATU s'était interrogé sur le rôle d'une direction ouvrière en déclarant : « *Notre activité organisationnelle a-t-elle développé une direction ouvrière capable de donner une orientation et un sens à tous les travailleurs ? Si nous nous limitons à nos propres adhérents, nous n'aurions qu'un rôle politique très réduit. Pourtant, si nous pensons plus largement à la classe ouvrière, alors il faut analyser notre rôle politique avec beaucoup plus d'attention.* » (10) Le SACP répondit par une virulente polémique expliquant, citations de Lénine à l'appui, que les syndicats par nature ne peuvent se substituer au parti révolutionnaire, dans un article qui affirmait : « *L'existence et les actions du Parti communiste sont bien connues de tout le monde. Aujourd'hui, ses militants sont au premier rang des luttes. La FOSATU oserait-elle ignorer cela ?* » Opposant au point de vue de Joe Foster l'existence de l'ANC comme mouvement de libération,

7. Idem, p. 50.

8. Star, Johannesburg, 25 octobre 1984.

9. La Charte de la liberté a été adoptée en 1955 par le Congrès du peuple, c'est-à-dire l'ANC et deux autres organisations représentant les « peuples » non Blancs, ainsi que le syndicat qui leur était lié et une organisation de libéraux blancs. Elle était conçue comme le socle d'une alliance interclassiste chargée d'accomplir les tâches de la révolution démocratique.

10. Document FOSATU, 1982.

l'article insistait sur « la réalité d'une forte influence, en progression constante, de la classe ouvrière dans l'ANC, influence qui a conduit à l'adoption d'orientations socialisantes, comme en témoignent les points de la Charte de la liberté traitant des questions de la terre et des monopoles industriels. » (11) Cette critique a récemment resurgi sous un nouvel angle, l'organe du SACP écrivant : « Certains (...) ont été séduits par l'exemple du Brésil. Un article récent sur ce pays, dans le South African Labour Bulletin s'efforce de faire des parallèles avec les développements en Afrique du Sud. Au Brésil, notent-ils, un syndicalisme de masse combatif a conduit à la naissance d'un parti politique qui s'est développé rapidement parmi des travailleurs, des chômeurs, des secteurs de base de l'Eglise, des jeunes progressistes et des intellectuels de gauche (...). L'auteur ajoute presque en aparté que ce parti s'est attiré beaucoup d'animosité de la part des partisans du Parti communiste brésilien clandestin (...), qui prétend représenter, historiquement, le parti de la classe laborieuse ». Le Brésil figure aussi dans le programme d'études élaboré par les universitaires qui s'occupent du travail de formation de la FOSATU, et fait l'objet d'articles dans le journal de ce syndicat. (...) Les auteurs de ce genre de matériel sont peut-être conscients du fait que le recours à un anticommunisme ouvert ne leur gagnera pas de soutien dans la classe ouvrière organisée. Cependant, cette tentative d'ignorer les programmes et l'existence même de l'ANC et du SACP revient au même. » (12)

La discussion se centre aussi sur la question de l'alliance avec les groupes de libéraux blancs et des associations patronales. L'UDF s'est en effet associée à des membres d'organisations libérales blanches, comme Black Sash (l'Echarpe noire) et l'Union nationale des étudiants sud-africains (NUSAS), ou même du Parti fédéral progressiste (PFP) du patronat libéral, et a intégré en son sein des associations de petits patrons non blancs, comme le Western Cape Traders Association. Il s'est aussi construit autour d'organisations chartistes comme le Congrès indien du Transvaal (TIC) et le Congrès indien du Natal (NIC). Cela fut dénoncé par d'autres courants, comme l'Organisation du peuple d'Azanie (AZAPO), originellement influencée par le courant de la Conscience noire, et certains syndicats. C'est une politique d'indépendance de classe des opprimés qui était opposée à l'alliance avec les libéraux blancs ou les groupes patronaux. C'est le refus de regroupements politiques épousant les divisions de l'apartheid, dans le but de promouvoir les intérêts de certaines couches petites bourgeoises de ces communautés, qui était mis en avant face à la relance du TIC et du NIC dans l'UDF.

Le GWU, comme d'autres, ont reproché à l'UDF d'être une organisation multiclassiste (13). Pourtant, l'UDF défend nettement cette nature, en se définissant de la manière suivante : « L'UDF n'est pas une organisation de classe. Elle ne

prétend pas œuvrer à la défense des intérêts de la classe ouvrière, de la classe capitaliste ou de la paysannerie. C'est une alliance entre ces classes. » (14)

Ce débat extrêmement complexe prend deux formes. La première est relative à l'ampleur, à la nature et au rôle des accords avec des courants non prolétariens. Cette discussion est évidemment en rapport direct avec la question nationale en Afrique du Sud. Comment s'associer sur certains points de la lutte antiapartheid avec certains secteurs de la petite bourgeoisie indienne ou métisse ? Faut-il faire l'unité organique avec des mouvements qui se constituent comme des regroupements ethniques, à l'instar du TIC et du NIC ? Au cœur de cette question se trouve le besoin d'une direction politique qui saurait combiner des choix stratégiques sur le long terme avec une capacité d'initiative tactique selon les besoins de la lutte immédiate.

La définition multiclassiste que l'UDF donne de lui-même explique son approche de la question nationale. Celle-ci est illustrée par la question du TIC et du NIC, dont la relance est justifiée de la façon suivante : « Ressusciter le TIC et le NIC a été nécessaire parce que la lutte se mène dans le cadre d'une réalité spécifique. Si nous voulons mobiliser les gens, il faut s'adresser à eux en partant de la réalité telle qu'ils la ressentent et la perçoivent. (...) En Afrique du Sud, chaque race a son rôle spécifique à jouer, mais il ne faut pas que les différentes races jouent leur rôle indépendamment les unes des autres. » (15) Et c'est ce refus de considérer la question nationale comme une somme de questions nationales « spécifiques » que mettent en avant les courants qui critiquent l'UDF.

Mais le débat prend un second aspect, celui d'un choix stratégique sur le long terme, pour la révolution sud-africaine. Tous les courants se réclament peu ou prou du socialisme, ou du moins de la disparition de l'exploitation de l'homme par l'homme, ce qui constitue cependant une formule très répandue dans la petite bourgeoisie nationaliste en Afrique. Mais le courant chartiste se revendique d'une étape démocratique dans le processus révolutionnaire, tandis qu'une partie de ses contradicteurs parlent d'une nécessaire destruction de l'exploitation capitaliste analysée comme la seule véritable responsable du système d'oppression raciale. C'est ainsi que le manifeste du Forum national explique : « La lutte contre l'apartheid n'est rien d'autre que le point de départ de nos efforts de libération. L'apartheid sera éradiqué avec la fin du système capitaliste raciste. La classe ouvrière noire inspirée par une conscience révolutionnaire est la force motrice de notre lutte. » (16)

L'organe du SACP explique très clairement cette divergence, en écrivant que « le cadre théorique du "socialisme immédiat" constitue la base d'une attaque contre la Charte de la liberté, d'une réduction vulgaire de la question nationale, et d'un refus d'évoluer du point de vue de la théorie abstraite ou de l'intellectualis-

me abstrait vers la réalité concrète et vivante. Nous avons affaire à une tentative d'imposer la direction de la classe ouvrière. La tentative d'amalgamer la lutte de la classe ouvrière avec la lutte de libération nationale représente "le sectarisme par excellence". D'après cette vision sectaire, les étapes de notre révolution sont niées et la classe ouvrière est mobilisée non pas comme fer de lance de la lutte de libération contre l'oppression nationale, mais comme fer de lance pour "une Azanie socialiste". » (17)

L'ampleur de l'actuel mouvement de masse des opprimés souligne de plus en plus l'importance du débat entre différentes composantes politiques et syndicales. Pour les uns, il existe d'ores et déjà un mouvement unitaire de libération nationale qui représente l'ensemble du peuple opprimé d'Afrique du Sud. Ceci justifierait donc que toutes les composantes acceptent sa direction et se rangent à ses côtés. C'est cette orientation qui s'applique dans le mouvement de solidarité à l'étranger et qui oppose, par exemple, le soutien à la SACTU à celui aux syndicats noirs indépendants. Pour les autres, il s'agit de présenter une orientation alternative au courant ANC-SACP qui puisse prendre la forme de regroupements « classistes » défendant implicitement des programmes de luttes anticapitalistes, même si les tenants de cette option ne sont pas unanimes sur tous les aspects tactiques de cette question. Cette confrontation politique s'exprimera d'abord par la capacité de chacun des protagonistes à organiser le mouvement de masse sous son impulsion dans les luttes et à favoriser son unité. La grève du Transvaal a permis la constitution d'un large front unitaire, allant de l'UDF jusqu'aux syndicats. Les leçons que les uns et les autres tireront de cette lutte seront très importantes au plan de leurs projets organisationnels respectifs et, par conséquent, au plan du débat politique. ■

Peter BLUMER,
Tony ROUX,
23 novembre 1984.

11. *African Communist*, organe du SACP, Berlin-Est, numéro 93, 2e trimestre 1983.

12. *Idem*, numéro 99, 4e trimestre 1984.

13. Ce débat a donné lieu au Cap à l'éclatement du regroupement intitulé Disorderly Bills Action Committee (DBAC) formé pour mener campagne contre la réforme constitutionnelle gouvernementale. Les organisations chartistes le quittèrent pour former ultérieurement l'UDF, tandis que les organisations restantes constituèrent le Cape Action League (CAL). Le GWU tira un bilan négatif de ces événements, ce qui entra en ligne de compte dans son refus de rejoindre l'UDF, comme l'expliqua l'un de ses dirigeants dans la revue *South African Labour Bulletin* de novembre 1983.

14. *Solidarity*, Cape Action League News, juin-juillet 1984.

15. *Idem*.

16. Manifeste du National Forum Committee, Johannesburg, 1983.

17. *African Communist*, numéro 98, 3e trimestre 1984.

Un crime de la dictature

L'assassinat de Jerzy Popieluszko

JE n'arrive plus à limiter mon sacerdoce à l'enceinte de l'église, bien que tant de "gens de bon conseil" me disent qu'un vrai prêtre polonais ne devrait pas sortir du domaine de sa paroisse. Je resterai parmi les ouvriers tant que je le pourrai», déclarait Jerzy Popieluszko. Avec son assassinat, le 19 octobre 1984, Solidarité a donc perdu l'un des plus dévoués de ses prêtres ouvriers, défenseur acharné des libertés syndicales et des droits du travailleur et du citoyen. Un homme qui dénonçait courageusement la violence et les mensonges du pouvoir bureaucratique. L'assassinat pour des raisons politiques de Jerzy Popieluszko, par les agents de la Sécurité, prive Solidarité d'un homme qui, dès l'éclatement des grèves d'août 1980, décida de lier son sort à la cause des travailleurs exploités et opprimés, s'engageant dans ce sens devant les ouvriers des aciéries de Varsovie, pour qui il célébrait la messe alors qu'ils occupaient leur usine.

La manière dont il a été liquidé met une fois de plus en

Jacqueline ALLIO,
Cyril SMUGA

Depuis le coup de force du 13 décembre 1981, l'appareil de répression a déjà commis de nombreux meurtres, qu'il s'agisse des ouvriers de la mine Wujek, des dizaines de participants aux manifestations de rue tués ou disparus, ou du dirigeant paysan Piotr Bartoszcze, assassiné il y a quelques mois (2). Comme Jerzy Popieluszko, ils ont tous été victimes des mêmes mécanismes d'un pouvoir s'appuyant en permanence sur l'état d'exception.

Nul doute que ce dernier crime n'ait été conçu comme une revanche face à la résistance opiniâtre que le mouvement social oppose à la « normalisation » de la bureaucratie, en particulier au vu des échecs du pouvoir cette année, tels que le boycott de la farce des élections municipales et l'amnistie des prisonniers politiques décidée quelques mois à peine après que les autorités eurent en vain tenté de contraindre les onze dirigeants de Solidarité et du KOR à émigrer.

Il est évident que toute une partie de l'appareil du pouvoir a réagi très négativement devant l'amnistie sur laquelle Jaruzelski comptait pour démobaliser et diviser le mouvement de résistance. Dès que l'annonce en fut faite, le comité central du Parti ouvrier unifié de Pologne (POUP) croula littéralement sous les télégrammes de protestation envoyés par la « base ». Leur résistance se trouva confirmée lorsqu'il apparut que les dirigeants de Solidarité sortis de prison étaient reçus comme des héros lors des messes célébrées en leur honneur par des foules de partisans. Les autorités menacèrent alors plusieurs d'entre eux, s'ils persistaient dans leurs activités publiques. Wladislaw Frasyniuk et Josef Pinior notamment, furent renvoyés

pour deux mois en prison, pour avoir participé à la manifestation du 31 août 1984 à Wroclaw, et pour avoir rencontré des ouvriers des entreprises de cette ville. Or, même si la perspective d'une reprise de l'activité ouverte de Solidarité n'a pu se réaliser comme beaucoup l'espéraient, le général Jaruzelski est loin d'être parvenu à ses fins, ce qui a contribué à faire monter la grogne d'un cran au sein de l'appareil du pouvoir.

LUTTES INTESTINES DANS L'APPAREIL DU POUVOIR

En septembre dernier, le journal du MRKS (Comité ouvrier interentreprises de Solidarité), de Varsovie, *CDN-Glos Wolnego Robotnika*, signalait un accroissement de l'hostilité à l'équipe de Jaruzelski parmi les bureaucrates, leur « avant-garde » affirmant de plus en plus ses positions ouvertement stalinienne. En fait, l'équipe actuelle n'est jamais arrivée à soumettre pleinement tous les secteurs de l'appareil du pouvoir. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne l'appareil économique, plus désintégré que jamais, divisé en cliques locales et de branches rivalisant dans la course pour l'attribution des fonds d'investissement et des moyens de production.

Mais ce n'est là qu'un aspect de l'affaire. Parallèlement à l'introduction de l'état de guerre, on a assisté à une série de modifications dans les relations entre les appareils. Celui du POUP qui, traditionnellement, avait la suprématie, s'est vu relégué au second plan par l'appareil militaire et par celui de la bureaucratie d'Etat. « Dans le bon vieux temps, écrit le journal du MRKS, un ministre avait l'habitude de consulter quotidiennement "son" dirigeant du comité central. Maintenant, un chef de département du POUP

lumière la vraie nature du pouvoir existant en Pologne. La responsabilité politique et morale de cette mort incombe pleinement aux autorités, et en premier lieu au général Jaruzelski, comme l'a souligné le professeur Edward Lipinski dans une lettre adressée au chef de l'Etat (1), dans laquelle il exigeait la démission de ce dernier. Le professeur Lipinski, aujourd'hui âgé de 96 ans, est membre de l'Académie des sciences et co-fondateur du Comité de défense des ouvriers (KOR). Les autorités polonaises portent la responsabilité de cette mort, indépendamment du fait que les hommes de main du capitaine Piotrowski, responsable avoué de ce meurtre, aient agi de leur propre chef ou pour le compte de personnalités haut placées. Même si cette agression contre le mouvement social résultait du jeu des affrontements entre les cliques au pouvoir, cela n'en resterait pas moins un crime commis par le régime. La très grande majorité des Polonais en est d'ailleurs convaincue.

doit s'adresser au ministre. Il fut une époque où les fonctionnaires du comité central avaient un accès direct aux cabinets ministériels. Aujourd'hui, il faut qu'ils prennent rendez-vous plusieurs jours à l'avance. » (3)

Les membres de l'appareil militaire ont partiellement pris le contrôle du ministère de l'Intérieur, y compris de l'appareil de la Sécurité, ce qui va également à l'encontre des traditions. Cela ne fait pas l'affaire des vieilles cliques du POUP ni de celles du ministère de l'Intérieur, car cela remet en cause leurs positions dans la sphère du pouvoir et, avec elles, les privilèges qui lui sont liés. L'insuccès de la normalisation fait que les secteurs s'estimant discriminés sont prompts à contester l'équipe de Jaruzelski au nom d'une ligne dure impliquant une lutte plus énergique contre l'opposition. Certains pensent qu'ils représentent une alternative pour le Kremlin et ses sbires.

C'est sur le fond de ces luttes fractionnelles qu'est apparue la tendance de certains secteurs du ministère de l'Intérieur à vouloir rendre « justice » soi-même. On l'a vu avec les enlèvements perpétrés par l'Organisation anti-Solidarité (OAS), qui a torturé des personnes accusées d'avoir pris part aux activités clandestines de Solidarité. Bien que les victimes aient formellement identifié l'un des membres de ce commando comme étant un agent de la Sécurité, et bien que le député Ryszard Bohr ait déposé devant la Diète une lettre signée par quarante intellectuels de Torun à ce sujet, l'instruction a traîné en longueur et les agressions de l'OAS n'ont pas cessé.

1. *Le Monde*, 7 novembre 1984.

2. cf. *Inprecor* numéro 177, du 9 juillet 1984.

3. *CDN* numéro 83, 18 septembre 1984.

Le « communiqué numéro 1 » émis par le commando dénonçait l'« incapacité de l'équipe Jaruzelski et des services de la Sécurité » à mener une lutte efficace « contre le cancer qui ronge la société : la conspiration et la mode de l'opposition », en un mot, contre Solidarité. Les généraux Jaruzelski et Kiszczak n'ont pas cru bon de s'en prendre aux bandits de l'OAS. Cela n'a rien d'étonnant. Du point de vue du régime dans son ensemble, ils ont fait du bon travail, même s'ils avaient agi sans accord préalable. D'après les informations données par Kiszczak lors d'une intervention télévisée, il semble que le capitaine Piotrowski, qui a reconnu avoir commis le meurtre du père Popieluszco, s'est défendu politiquement en usant d'arguments similaires à ceux avancés par l'OAS dans ses tracts. Le ministre de l'Intérieur a même déclaré qu'il suspectait « quelqu'un de puissant » de se cacher derrière les meurtriers et qu'il avait pris des mesures spéciales de sécurité pour éviter qu'ils ne soient liquidés dans leur prison (4). Tout cela n'est peut-être qu'un rideau de fumée. L'essentiel est cependant que l'équipe dirigeante ait été contrainte d'avouer que les assassins étaient des gens de l'appareil, révélant par là-même la crise profonde qui touche ce dernier. « *Un régime du bloc de l'Est remet en cause sa police politique sous la pression populaire* », déclare un ancien militant de Solidarité, qui poursuit ainsi : « *Et un régime qui remet en question sa police ne fait rien d'autre que de scier la branche sur laquelle il est assis.* » (5)

LA PRESSION POUR LA VÉRITÉ SUR LA MORT DE POPIELUSZCO

A première vue, rien n'empêchait le pouvoir de maquiller ce crime politique au même titre que celui de Piotr Bartoszcze, ou de diriger l'enquête sur une voie de garage afin de gagner du temps, comme dans le cas du meurtre de Grzegorz Przymyk (6). Rien, si ce n'est la pression sociale et la peur de la réaction des tra-

vailleurs. La tension suscitée par l'enlèvement de Popieluszco a contraint l'équipe de Jaruzelski à agir très vite afin de prévenir des développements dont l'ampleur pouvait s'avérer dangereuse pour elle. L'arrestation du capitaine Piotrowski et de ses deux acolytes, puis celle du colonel Pietruszki, de la Sécurité, le fait que cela fut rendu public, la décision de Jaruzelski en accord avec le comité central du POUP d'effectuer une purge dans l'appareil de la police politique et, enfin, la découverte du cadavre de la victime, tout cela est le fruit de la pression sociale, du danger que représentait la menace de grève des aciéries de Varsovie et le risque de son extension, de la peur inspirée par les masses déferlant à l'église Saint-Stanislas.

Ce qui s'est passé après l'enlèvement de Popieluszco témoigne du rapport de forces maintenu entre les travailleurs et le pouvoir polonais, un rapport de forces qui constitue une menace potentielle pour ce dernier, surtout si le mouvement de résistance s'avérait capable de l'utiliser à son profit.

Le meurtre de Popieluszco représentait une attaque à la fois contre Solidarité et contre l'Eglise. On pouvait donc s'attendre à ce que le cardinal Glemp et le secteur de la hiérarchie catholique le soutenant dans sa politique de conciliation à l'égard du régime se sentent obligés de modifier leur position vis-à-vis du mouvement social auquel ils ont tourné le dos depuis longtemps. Pourtant, il n'en fut rien. Krzysztof Wolicki, intellectuel catholique de Varsovie et correspondant du *Matin* dans la capitale polonaise écrivait, le 27 octobre dernier : « *Le primat Glemp semble décidé à faire entendre raison aux fidèles. Depuis son retour (de Berlin-Est) à Varsovie, alerté peut-être par la lettre que lui ont adressé les prêtres contestataires dont l'initiative doit lui rappeler fâcheusement les structures horizontales honnies dans le parti, il s'occupe de désamorcer ce qu'il tient pour un tonneau de poudre. Samedi soir, à*

la demande du pouvoir, il a laissé évacuer le presbytère de la paroisse Saint-Stanislas, celle de l'abbé Popieluszco, où siégeait une sorte d'état-major de crise : la presse officielle l'avait stigmatisé le jour même comme une création des "maîtres provocateurs" de Solidarité » (7).

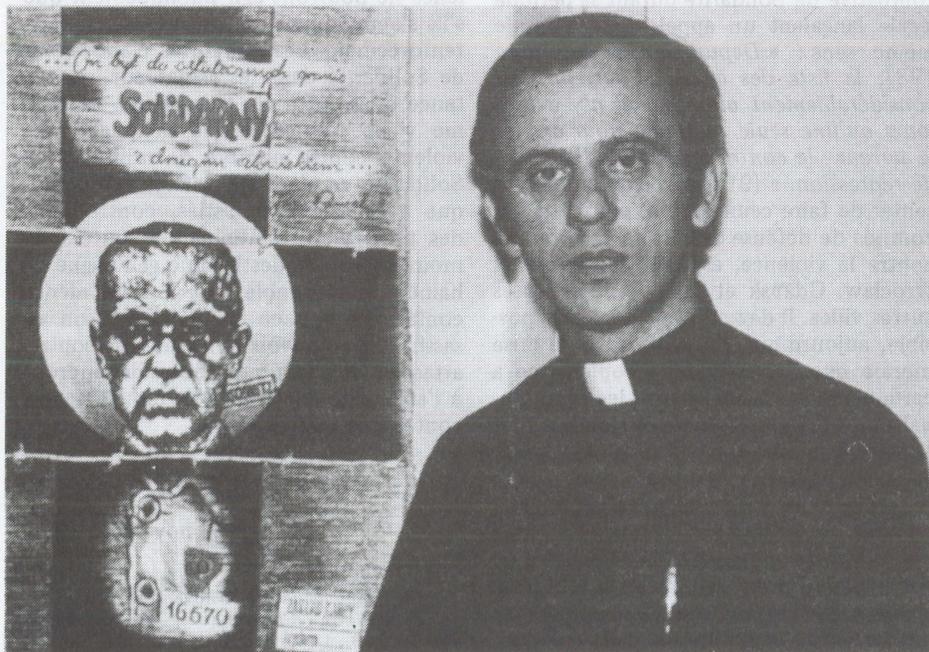
Le jour suivant, le dimanche 28 octobre, date de la « messe pour la patrie » que Popieluszco aurait dû célébrer s'il avait été en vie, Glemp décida de dire une messe à la même heure que celle de l'église Saint-Stanislas, dans l'intention d'en détourner une partie des fidèles et de prévenir la manifestation à laquelle cela risquait de donner lieu. Mais cela n'empêcha pas 50 000 personnes de se rendre à la paroisse de Popieluszco, alors que Glemp n'en attirait que ... 1 500. Il eut le culot de demander aux fidèles de faire preuve d'amour pour le prochain, en y incluant en l'occurrence le général Jaruzelski et les agents de la Sécurité, meurtriers de Popieluszco. Le fossé existant entre la base de l'Eglise et l'épiscopat risque donc fort de se creuser encore.

L'APPEL DE WALESA AU « DIALOGUE HONNÊTE »

La situation créée par l'enlèvement de Popieluszco exigeait une réaction décidée de la part du mouvement d'opposition, même s'il ne pouvait agir qu'avec prudence. On ne peut exclure que ce meurtre ait constitué le maillon d'une provocation fomentée par certains milieux de l'appareil cherchant à la fois l'occasion de lancer une opération brutale de répression et d'en profiter pour opérer des changements au sein du pouvoir.

Après l'instauration de l'état de guerre, Frasiński avait à plus d'une reprise mis en garde contre la volonté du régime d'écraser le mouvement de résistance, ce à quoi les manifestations de rue pouvaient donner prise. Dans ce sens, les avertissements de Lech Walesa contre toute provocation où les masses serviraient de chair à canon dans la bataille pour une redistribution du pouvoir engagée entre les fractions rivales du régime étaient certainement fondés. Mais, par ailleurs, Walesa a adopté une position proche de celle de Glemp, en ne proposant aucune perspective d'action politique au mouvement social et, surtout, en affirmant qu'il espérait voir s'instaurer un « dialogue honnête » entre le pouvoir et les masses. Ce faisant, il a démobilisé les énergies et paralysé toute initiative. Depuis longtemps, les milieux de l'opposition démocratique ne cachent pas leur crainte d'une explosion sociale pouvant déboucher sur une défaite. Mais ce qui était à la rigueur explicable, si ce n'est justifié, avant août 1980, apparaît aujourd'hui comme un anachronisme. Car on a affaire à une société dont la majo-

Jerzy Popieluszco à côté d'une affiche de Solidarité montrant un saint polonais. (DR)



4. *Le Monde*, 1er novembre 1984.

5. *Libération*, 12 novembre 1984.

6. Grzegorz, lycéen arrêté lors d'une manifestation, est mort après avoir été passé à tabac dans les locaux de la milice.

7. *Le Matin*, 29 octobre 1984.



Paris, le 14 décembre 1981 : manifestation de soutien à Solidarité. (DR)

rité des membres — avant tout la classe ouvrière dans les grandes entreprises — est passée par des expériences très riches d'auto-organisation. Et on peut être certain qu'elle saura en faire usage. Un dirigeant ouvrier comme Walesa devrait en être convaincu.

Canaliser l'énergie des masses dans la prière collective ne fera que permettre au pouvoir de gagner du temps et de resserrer ses rangs. En d'autres termes, cela lui permettra de se préparer à la contre-attaque. Devant 15 000 personnes rassemblées pour une messe à l'église Sainte-Brigitte à Gdansk, Walesa a affirmé que les ravisseurs de Popieluszco « nous ont fait une saloperie à tous, depuis le Premier ministre jusqu'au simple citoyen ». Comme s'il existait en Pologne une communauté d'intérêts entre le pouvoir et les travailleurs !

Le mouvement social n'a aucun intérêt à prendre sur lui d'effacer la responsabilité d'une mort qui incombe au chef de l'Etat, et les efforts de Walesa pour convaincre les travailleurs qu'un « dialogue » est possible avec les autorités ne peuvent que conduire à une impasse. Une situation favorable au mouvement de masse pourrait bien sûr conduire à une nouvelle phase de négociation avec le pouvoir, mais à condition que ce dernier soit le dos au mur. De toute façon, il ne s'agira pas d'un « dialogue honnête », mais de la nécessité de faire des concessions et de parvenir à un compromis tactique. En tout cas, on ne contraindra pas les autorités au dialogue par des prières collectives.

Commentant une interview où Walesa lui avait déclaré que « l'Eglise a montré qu'elle était capable de diriger la nation dans des moments clef de notre histoire », le correspondant du *Financial Times*, Krzysztof Bobinski, affirme : « Cela témoigne de la disposition de Walesa à accepter que Solidarité occupe un strapontin dans toute négociation entre l'Eglise et l'Etat. » Et il ajoute : « Une orientation qui surprendra plus d'un militant syndical. (...) Mais une ligne qui est

assez claire. Walesa signale aux autorités qu'elles peuvent compter sur le calme régnant dans le pays tout en leur demandant d'établir un contrôle sur leur propre appareil répressif et de lier cela à une politique de conciliation. » (8)

Que cette orientation soit véritablement celle de Walesa ou non — on connaît sa propension aux déclarations intempestives contredites le lendemain —, il est certain que si le mouvement social adoptait une telle position, le pouvoir serait en mesure de limiter les conséquences néfastes pour lui de l'assassinat de Popieluszco.

« CONTROLE SOCIAL DE L'APPAREIL DE RÉPRESSION »

Pour leur part, Frasyuniuk et Piniur lançaient, à leur sortie de prison, le mot d'ordre de « contrôle social sur l'appareil répressif ». Quelques jours plus tard, des dirigeants d'une dizaine de villes de Pologne connus pour représenter l'aile la plus combative de Solidarité durant sa période légale lançaient un appel allant dans le même sens : « Depuis le 12 décembre 1981, la liste des actes de terreur s'est considérablement allongée. Il n'y a toujours qu'une seule méthode pour arrêter la terreur : le contrôle social de l'appareil de répression. » (9) C'est ce qu'entendent tenter de faire ceux qui ont constitué des comités de défense des droits de l'homme contre la violence, à Cracovie, Varsovie, Wrocław, Gdansk et dans de nombreuses autres villes. Il devrait également être possible, aujourd'hui, de profiter de la crise morale que l'assassinat de Popieluszco a certainement suscitée parmi les fonctionnaires de l'appareil de répression pour les appeler à manifester une résistance passive lors d'opérations de répression, à faire parvenir à la presse clandestine et aux comités de défense des droits de l'homme des informations concernant l'activité de cet appareil, pour les appeler à tenter de s'auto-organiser au sein de commissions syndicales ou de groupes anti-répression.

Une activité publique des comités des droits de l'homme serait-elle cependant possible ? Le pouvoir vient de les déclarer illégaux. Pourront-ils agir au grand jour en dépit de cela ? Ce serait sans aucun doute un très grand succès pour le mouvement social, mais seule la pratique dira si le rapport de forces existant permettra d'imposer une telle activité.

Quoi qu'il en soit, les comités de défense contre la violence ne sauraient servir de substitut à ce mouvement social. S'il en était ainsi, cela traduirait un recul très important, un retour au point de départ, à ce que le KOR représentait avant août 1980. De ce point de vue, Walesa a raison d'affirmer que les buts de ces comités sont trop limités en comparaison des objectifs et des tâches de Solidarité et qu'il serait illusoire de penser que le contrôle social de l'appareil répressif soit à lui seul capable de sortir le pays de la crise politique. Dans la situation actuelle, un tel contrôle et ses effets ne pourraient être que limités.

Au lieu donc d'être un substitut du mouvement social, les comités devraient en être un complément, une initiative allant dans le sens d'un élargissement de son champ d'action. Pour se concrétiser, il faudra d'ailleurs qu'elle s'appuie sur une plus grande activité des forces sociales, et en premier lieu des ouvriers d'usine. Le potentiel accumulé fin octobre - début novembre favorise une telle activité : l'immense manifestation à l'occasion de l'enterrement de Popieluszco, qui a rassemblé un demi-million de personnes sous les drapeaux de Solidarité, en était l'expression matérielle. Mais cela exige de rejeter le slogan fondamentalement erroné suivant lequel « Seul le calme peut nous sauver ». Il faut au contraire lier l'action d'autodéfense sociale face à la terreur et à la répression à une recrudescence de l'activité syndicale dans les entreprises, en mobilisant les travailleurs autour de revendications économiques et sociales immédiates, et dans la lutte pour les droits syndicaux, autogestionnaires et civils.

Les comités de défense contre la violence ne pourront agir publiquement que s'ils s'appuient sur la reconstruction et le renforcement des structures clandestines de Solidarité dans les usines, sur la résistance et la lutte des travailleurs. Le régime vient d'entamer une campagne très violente contre nombre de militants de Solidarité et de l'opposition démocratique récemment amnistiés, contre ceux des prêtres qui continuent à soutenir le mouvement clandestin, une campagne de haine qui ressemble fort à celle menée contre Popieluszco en prélude à son assassinat. Le pouvoir tente ainsi de contre-attaquer. Beaucoup de choses dépendront à l'avenir de la capacité du mouvement à contenir ce nouvel assaut. ■

Jacqueline ALLIO,
Cyril SMUGA,
20 novembre 1984.

8. *Financial Times*, 7 novembre 1984.
9. *Bulletin d'information de Solidarité*,
numéro 100, 14 novembre 1984.

La naissance d'une nouvelle gauche

DIVERS courants ou groupes de gauche, au sens large, voire même socialistes, sont apparus en 1984 au sein de Solidarité. Ce processus a sa source dans la prise de conscience du fait que la résistance au pouvoir de la bureaucratie totalitaire ne peut être menée de manière efficace si elle se fonde sur la seule exigence d'un large mouvement social de type syndical. Il est aussi nécessaire de s'organiser politiquement au sein de ce mouvement, afin de permettre la cristallisation de programmes et de stratégies de lutte contre la dictature bureaucratique et pour la construction d'une république autogérée. Le retard énorme pris sur ce terrain par le mouvement social polonais se reflète de plus en plus négativement dans son activité. Solidarité continue à être plongé dans une crise programmatique et stratégique qui apparaît clairement dans les moments d'aggravation des tensions politiques. Mais cette crise est durement ressentie également dans les périodes de calme relatif et d'activité plus routinière, quotidienne, des structures clandestines de Solidarité, et particulièrement des structures d'entreprise.

Les initiatives d'organisation politique sont une tentative de réponse à ce problème, comme ce fut le cas avec l'organisation Solidarité combattante qui, dès l'été 1982, décida de se donner un cadre organisationnel propre. Jusqu'ici, la plupart des tentatives d'organisation politique des entreprises au sein de Solidarité ont été le fait de la gauche, si l'on excepte le cas de la Confédération de la Pologne indépendante (KPN), une formation de caractère nationaliste qui a quasiment cessé de se manifester publiquement depuis 1981, et celui du journal clandestin *Niepodleglosc* (Indépendance), qui prône l'idée de la formation d'un parti libéral-démocratique, mais qui a pris ses distances par rapport à Solidarité, considérant ce dernier comme un mouvement privé de toute perspective. Les initiatives prises par le courant de gauche sont encore très limitées, voire embryonnaires, tout en étant fortement diversifiées.

La majorité d'entre elles se réclame de la tradition du Parti socialiste polonais (PPS) qui, à partir de la fin du 19e siècle et jusqu'en 1948, lorsqu'il a cessé d'exister, était le principal parti ouvrier en Pologne, de caractère réformiste. Ce parti a joué un rôle dirigeant dans la révolution nationale et sociale de 1905 et était le parti le plus influent au sein des structures politiques de « l'Etat clandestin » sous l'occupation nazie. Les nouveaux socialistes s'en réclament avant tout parce que ce parti défendait, outre l'idée de la libération du travail, les revendications de démocratie parlementaire et d'indépendance de la Pologne, et aussi parce que c'était un parti anticommuniste. Au sein de Solidarité, on continue encore largement à identifier le communisme avec le stalinisme et le totalitarisme de type soviétique.

Jacek Kuron et Adam Michnik ont été les premiers à se réclamer de la tradition du PPS, lorsqu'ils ont rompu avec le marxisme et commencé à agir au sein du KOR, avant août 1980. La revue *Krytyka*, qui continue à paraître irrégulièrement à Varsovie, était le porte-voix de ce courant. On considère en général que Kuron, Michnik et nombre d'anciens membres du KOR projettent de construire dans l'avenir un parti socialiste fondé sur la tradition du PPS. Le point de départ organisationnel de ce projet fut la constitution, peu avant l'instauration de l'état de guerre, des Clubs pour une république autogérée « liberté, justice, indépendance » (WSN). Depuis 1983, cette initiative a trouvé des continuateurs. Ils agissent sous le sigle de groupes WSN, bien que l'on en entende peu parler et que leurs

publications aient une circulation très limitée. Cela tient probablement au fait que les principaux animateurs de ce courant étaient en prison jusqu'en juillet dernier.

Le Comité de résistance sociale (KOS) a une influence beaucoup plus importante. Il fut créé tout de suite après décembre 1981, en tant que structure clandestine liée à Solidarité, et il est constitué par une chaîne de groupes de cinq personnes. « Il ne s'agit pas d'une organisation clandestine de cadres, fondée sur la discipline et la hiérarchie, ni d'un parti politique possédant un programme unifié et visant à la prise du pouvoir », dit le KOS de lui-même. Ce comité édite un hebdomadaire, *Kos* (Merle), dont le tirage avoisine les 20 000 exemplaires et qui est l'un des deux principaux journaux clandestins. Le KOS s'oppose à la constitution d'organisations politiques aujourd'hui, car il craint qu'elles ne deviennent un substitut du mouvement social, conduisant à l'affaiblissement de ce mouvement et minant son unité. Il ne se réclame pas du socialisme, car il considère qu'« en Pologne, comme dans d'autres pays de l'empire soviétique, le socialisme est identifié à un régime de violence, de mensonge et d'exploitation ». Il est cependant considéré en général comme un courant de gauche. Il a établi des contacts avec certains partis social-démocrates de l'Ouest et a initié, le premier en Pologne, des contacts avec les organisations pacifistes du Mouvement européen pour le désarmement nucléaire (END). Comme le WSN, le KOS représente l'aile droite de la gauche polonaise.

En février 1984, un groupe politique s'est créé autour de l'hebdomadaire *Wola* (Volonté), qui est édité par les militants syndicaux liés aux usines du quartier Wola de Varsovie. Ce groupe se réclame de la tradition du PPS. Mais le seul qui, pour le moment ait publiquement appelé à la construction d'un parti socialiste, c'est le groupe politique autour de l'hebdomadaire *Robotnik* (l'Ouvrier, sans liens avec le bulletin du même nom créé dans la mouvance du KOR en 1977 et aujourd'hui disparu). Ce journal est tiré à quelques milliers d'exemplaires. Il est édité par des membres du Comité ouvrier interentreprises de Solidarité (MRKS) de Varsovie. Dans certains articles, le groupe politique *Robotnik* présente la social-démocratie occidentale, dont il idéalise nettement la nature et les positions, comme référence au sein du mouvement ouvrier international. Il écrit, par exemple, à son sujet : « Par la voie de réformes plus ou moins lentes, elle (la social-démocratie occidentale, ndr.) tente de limiter l'influence du capital privé, d'atténuer l'impérialisme dans les relations internationales, de mettre en œuvre un idéal égalitariste dans les relations sociales et, avant tout, de contribuer au développement du niveau de vie, de la sécurité sociale et de la culture parmi les travailleurs. » Nous publions ci-après deux documents de ce courant.

Cette attitude face à la social-démocratie, ainsi que les moyens que *Robotnik* propose pour construire un parti ouvrier, ont fait l'objet d'une polémique que nous reproduisons dans le dossier ci-après et qui est paru dans le mensuel *Wolny Robotnik* (l'Ouvrier libre), édité en Silésie. Cette polémique est issue du courant de la gauche révolutionnaire. C'est à ce courant qu'appartient le journal *Front Robotniczy* (Front ouvrier), dont la publication a commencé en août 1984. Il se réclame du programme de lutte pour le pouvoir des conseils ouvriers contenu dans la fameuse « lettre ouverte » de Jacek Kuron et Karol Modzelewski, de 1964, quand ces derniers étaient des marxistes-révolutionnaires. L'apparition en Pologne d'un courant socialiste révolutionnaire témoigne de la radicalisation idéologique et politique de certains groupes de la nouvelle gauche polonaise.

Le dossier qui suit représente un choix des aspects les plus intéressants des débats qui animent la gauche polonaise actuellement. Nous l'ouvrons avec des extraits de la polémique du KOS avec la Charte 84, document édité par la Commission syndicale clandestine (TKZ) de Solidarité du chantier naval « Lénine » de Gdansk. Nous publions ensuite les deux textes du groupe politique *Robotnik* et ceux de la gauche révolutionnaire. ■

Jacqueline ALLIO,
Cyril SMUGA,
24 novembre 1984.

La critique de la « Charte 84 » par le KOS

EN avril et mai 1984, Radio Free Europe a diffusé le texte d'un mystérieux document intitulé « Charte 84 ». Apparemment émis par la commission syndicale clandestine (TKZ) de Solidarité des chantiers navals « Lénine » à Gdansk, ce texte a une tonalité fortement nationaliste et cléricale. L'authenticité n'en a été ni confirmée ni infirmée par la commission en question. La « Charte 84 » fut ignorée par la quasi-totalité de la presse clandestine de Solidarité, mais elle suscita une réaction violente de l'hebdomadaire *Kos*, organe du Comité de résistance sociale (KOS). Entre autres critiques — adressées notamment à Radio Free Europe — ce journal a publié une longue analyse de la « Charte 84 », rédigée par l'un des principaux animateurs du KOS, connu sous le pseudonyme de Dawid Warszawski. Nous reproduisons ci-dessous des extraits de cet article. ■

La Charte 84 se compose de trois parties : un Appel aux Polonais de Pologne et de l'étranger, un Appel aux gouvernements des Etats-Unis et de Grande-Bretagne, et un Appel aux Russes, c'est-à-dire à tous les citoyens de l'Union soviétique.

L'Appel aux Polonais se termine par ces mots : « Nos efforts pour l'indépendance acquièrent aujourd'hui une extraordinaire utilité. » D'autre part, « tandis que les Russes tentent toujours de nous imposer leur désastreuse domination, nous hésitons à leur laisser voir clairement ce que nous avons en tête ». (...)

Les auteurs de la Charte font appel à la « société polonaise indépendante » et aux « compatriotes disséminés dans le monde » et la signent, affirmant ainsi leur approbation de son contenu. Dans L'Appel aux gouvernements, nous lisons : « Les signatures apposées par les gouvernements occidentaux sur les accords de Yalta ont servi de pierres tombales pesant de plus en plus lourdement sur la sépulture de la liberté et de la souveraineté polonaises. En fait, elles créent l'impression que l'Union soviétique n'est pas la geôlière de la prison des peuples qu'est l'Europe de l'Est, mais plutôt la gardienne de la loi et de l'ordre. » (...)

Les auteurs de la Charte disent qu'en manquant à la tâche de s'opposer à la « soviétisation de l'Europe de l'Est », on risque d'ouvrir la voie à « l'absorption complète de l'Ouest » par la Russie. Cependant, la partie principale du document est un « appel aux Russes ». Dans leur introduction, les auteurs soulignent que la Pologne tire son originalité historique de deux facteurs : son acceptation du christianisme romain et, en outre, son incorporation dans le monde culturel occidental. Le premier de ces facteurs a introduit dans la conscience polonaise la conviction de « la dignité inviolable de la personne humaine » et que « les êtres humains sont destinés à vivre en liberté ». Deuxièmement, l'appartenance de la Pologne à la culture occidentale mène à accepter « certains concepts et institutions dans les sphères sociale et politique ». Grâce à cela, les Polonais sont conscients de la possibilité d'« un ordre social appelé démocratie, qui signifie que l'Etat doit reconnaître les droits de la société, et d'un type d'Etat appelé république qui

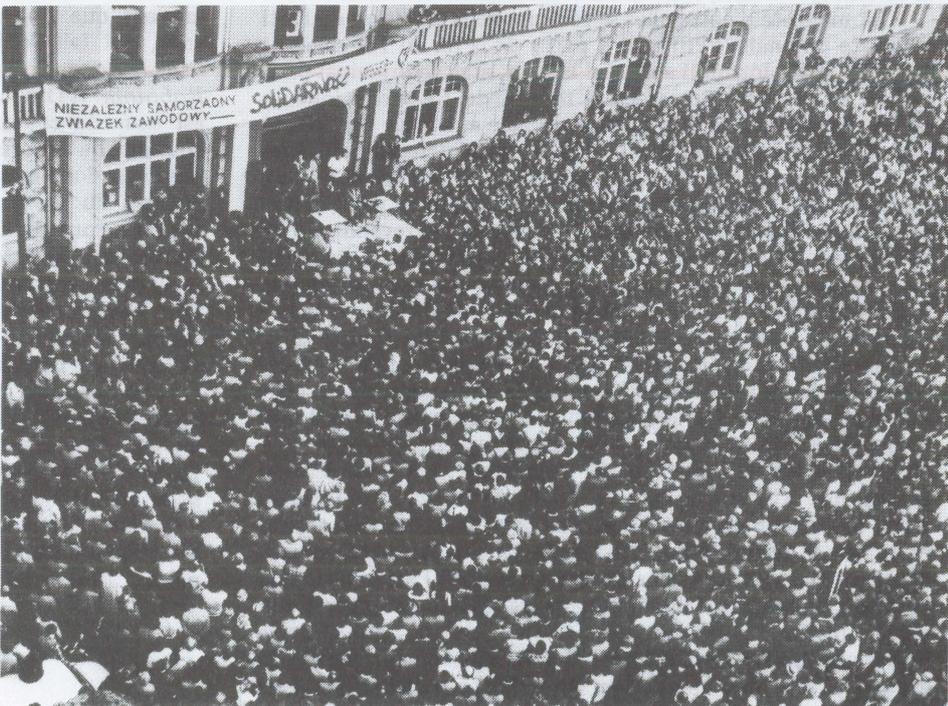
appartient à tous les citoyens ». Voilà pourquoi « la Pologne n'a pas pris la voie de l'expansion et de l'esclavagisme » et pourquoi « ici on n'a jamais connu le règne de l'armée, de la police ou de la bureaucratie ».

Ensuite, les auteurs de la Charte caractérisent ceux auxquels s'adresse l'appel. Ils se basent sur « les plus récents événements, et donc ceux de la période pendant laquelle, à notre avis, vous (les Soviétiques, ndlr.) avez montré le plus clairement votre nature ». Les événements en question ne concernent que les « relations polono-soviétiques ». (...)

« Lorsque, pour tenter de sauver le pays, les travailleurs ont formé Solidarité, vous avez décidé que le cours des événements en Pologne devait être renversé, et le groupe dirigeant (dont Jaruzelski, ndlr.), se soumettant à vous, piétina en une nuit les accords conclus en août. » Les auteurs concluent : « Vous ne nous avez même pas permis, à nous, ouvriers et paysans, de participer à la direction de notre pays. »

« Finalement, écrivent les auteurs, nous vous accusons d'être en dernière

Meeting avec Walesa, à Wrocław, en juillet 1981. (DR)



instance les responsables de tous les coups de feu qui ont imbibé du sang des travailleurs notre sol qui en était déjà trempé. » Ils terminent par ces mots : « L'Histoire frappe à votre porte. Aujourd'hui, elle ne fait que toquer, demain elle frappera de ses poings. »

C'est là, en fait, un étrange document. On y trouve un mélange de naïveté politique à l'égard de l'Ouest, une glorification vertigineuse de notre propre histoire passée et présente, le tout dans un contexte d'arrogance envers l'Est. C'est la trame de tous les cauchemars de la vie politique polonaise, à commencer par l'attitude à l'égard des Uniates (1) et en finissant avec la démagogie de la Confédération de la Pologne indépendante (KPN, formation nationaliste, ndlr.)

Bien sûr, ce mélange est le dernier refuge de la « polonité » dans les moments de péril, mais ce n'est qu'un cauchemar de plus. Que ce point de vue ait obtenu le soutien de ce qui est certainement la plus importante TKZ de Pologne est à la fois significatif et profondément perturbant. Nous devons donc faire une analyse logique des contenus de la Charte.

L'idée de base en est, bien entendu, valable et importante. Le but ultime de notre lutte est de recouvrer notre indépendance. Et nous devons être très clairs à ce sujet, même si des considérations tactiques immédiates font qu'il est plus avisé d'éviter de soulever cette question dans les documents officiels du syndicat.

1. Les Uniates sont des catholiques de rite oriental (grec) unis à l'Eglise catholique-romaine. Au 16e siècle en Pologne, l'Eglise gréco-catholique des territoires orientaux (ukrainiens) annexés par la Pologne, fut incorporée à l'Eglise catholique-romaine. Les catholiques de rite grec ont été victimes d'une discrimination de la part de l'Etat féodal polonais qui leur a imposé l'union par la force, dans le cadre de la répression des aspirations nationales ukrainiennes.

Il est très important de mobiliser l'opinion publique polonaise autour de cette question à l'intérieur du pays, et surtout à l'étranger. Malheureusement, cette tâche est souvent négligée dans notre travail, mais elle mérite d'être totalement soutenue.

En outre, l'idée que les accords de Yalta sont à l'origine de notre infortune est assez correcte, si l'on considère Yalta comme la conclusion d'un certain processus historique. (...) Il est frappant que la TKZ dirige ses appels aux gouvernements occidentaux d'une part, mais aux citoyens d'URSS d'autre part, et pas le contraire. Aux USA comme en Grande-Bretagne, le pouvoir est exercé aujourd'hui, et était exercé du temps de Yalta, par des gouvernements démocratiques ayant à répondre de leurs actes devant leur société. (...) Il est incompréhensible que des appels sur cette question soient adressés aux gouvernements. Aujourd'hui comme il y a quarante ans, notre servitude est le prix que les pays occidentaux payent pour sauvegarder leur propre tranquillité. Peu d'éléments existent qui indiqueraient qu'ils en sont venus à penser que ce marché a cessé de leur être profitable, bien que, dernièrement, il y ait eu quelques signes prometteurs sur cette question. (...)

La partie la plus étonnante de la Charte est cependant celle qui traite de l'Est et non pas de l'Ouest. Le titre est à lui seul une énigme pour l'esprit : « *Un appel aux Russes, c'est-à-dire tous les citoyens de l'Union soviétique.* » Ils ont choisi de passer sous silence l'existence des Estoniens, des Lettons, des Lituanais, des Biélorusses et des Ukrainiens, pour ne mentionner que nos plus proches voisins. Et ce n'est pas le pire. Ils présentent leurs doléances envers l'Ouest aux gouvernements, car les peuples, bien sûr, aiment la Pologne et ne toléreraient pas qu'on lui fasse du mal, sauf par inadvertance. Mais ils ont l'audace de se tourner vers les citoyens de l'Union soviétique et de les accuser de crimes commis par leur régime, un régime qui, avant d'agir contre la Pologne, avait réussi à assassiner environ 15 millions de ses propres citoyens. (...)

L'image de notre pays qui ressort de ce document de la TKZ est une glorification malhonnête. Il est vrai que nous n'avons aucune raison d'avoir honte de notre propre histoire. En comparaison avec d'autres pays européens et de nos voisins en particulier, nous nous en sortons assez bien. Mais quant à dire que « *la Pologne n'a jamais pris la voie de l'expansionnisme* », c'est aux Ukrainiens et aux Lituanais qu'il faudrait poser la question. En ce qui concerne la déclaration que « *la domination de l'armée ne s'est jamais exercée ici* », c'est aux victimes de Brzesc (le camp de concentration créé par le dictateur Pilsudski) et de la pacification du sud de la Pologne par la répression des protestations des paysans, au milieu des années 1930, qu'il faudrait s'adresser.

Ce qu'il y a de pire, ce n'est pas tant que l'image soit fautive que le fait que les auteurs de la Charte semblent y croire sincèrement. C'est la seule façon d'expliquer



Mars 1981 : « Le syndicat indépendant et autogéré Solidarité est la garantie du renouveau du pays. » (DR)

le curieux « réquisitoire » qu'ils dressent, blâmant les Russes pour tout ce qui est arrivé dans la République populaire de Pologne. Mais ce sont des Polonais qui ont tiré sur des ouvriers en 1956, en 1970 et en 1981. Ce sont des Polonais, héritiers des traditions, qui ont battu des ouvriers dans les commissariats, qui ont calomnié des gens sans défense dans la presse, qui ont infligé de durs traitements aux prisonniers de Barzewo. Nous pourrions continuer et allonger la liste, mais ce n'est pas notre but. Il est évident que la source ultime du pouvoir en République populaire de Pologne réside à Moscou. En même temps, ce sont des Polonais qui dirigent la Pologne, et avec une liberté de manœuvre considérable. (...)

Il n'est pas vrai que les citoyens de l'actuelle URSS n'ont jamais combattu pour la démocratie. Depuis les conspirations du 19e siècle, en passant par les révolutions de 1905 et de février 1917, la guerre civile, la longue tradition de guérilla anticommuniste (qui a duré dans certaines régions jusqu'aux années 1950), cela prouve, si besoin était, que ces gens ne sont pas moins attachés aux traditions « *distinctives de la Pologne et de l'Occident* », de démocratie et de républicanisme que d'autres nations. De plus, en considérant le niveau de répression incomparablement plus élevé dans ce pays-là, j'aimerais pouvoir penser que dans une situation semblable, si on en arrive là, nous serions capables de tenir aussi bien. (...)

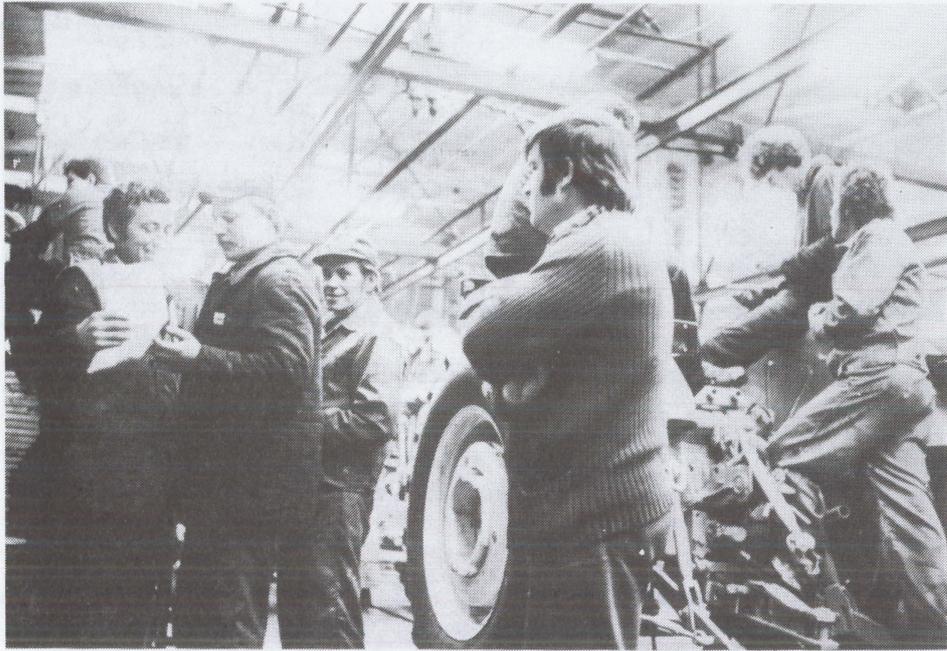
Il semble que la politique anti-polonaise des autorités tsaristes et soviétiques a été et continue d'être appliquée avec la pleine approbation de la population. Mais avant de nous laisser emporter par une juste colère, nous devrions nous rappeler la partition de l'Ukraine entre la Pologne et les soviétiques par le traité de Riga (qui mit fin à la guerre soviéto-polonaise de 1921) et le sort de la minorité ukrainien-

ne de Pologne dans le passé, ainsi que celui des empires coloniaux des démocraties occidentales et le prix que l'Inde ou l'Algérie ont dû payer pour leur indépendance. Malheureusement, le chauvinisme n'est pas l'apanage des seules autocraties. (...)

La rhétorique de la Charte est d'une nature telle que si les Soviétiques la distribuèrent à une échelle de masse, elle effacerait l'impact profond qu'a eu l'Appel aux nations d'Europe de l'Est, lancé par la première Conférence des délégués de Solidarité (en septembre 1981). Qui plus est, elle compromettrait sérieusement l'ensemble du mouvement Solidarité. La publication de cette Charte n'est pas seulement répréhensible moralement, mais c'est aussi un échantillon de la plus incroyable stupidité politique. Si, pour utiliser le langage des auteurs de ce document, l'histoire frappe à la porte de quelqu'un, cela ne peut que signifier que « Solidarité frappe » à la porte du Kremlin. Si l'histoire doit jamais « cogner » à la porte là-bas, ce ne sera qu'avec les poings de ce peuple russe « dégradé », si méprisé.

C'est pourquoi, à mon avis, la Commission exécutive régionale provisoire (TKK) de la région de Gdansk devrait prendre une position officielle sur ce document et se désolidariser de son contenu. Je pense également que cette question devrait être discutée dans l'ensemble de la presse clandestine et dans le Mouvement pour une éducation indépendante. En fait, peu de questions sont aussi cruciales pour notre avenir que de savoir si les autorités soviétiques seront capables de maintenir vivant l'antagonisme entre les « Polacks » et les « Russkofs », empêchant ainsi ces deux nations de se tourner contre leur ennemi commun. ■

Dawid Warszawski,
Kos numéro 56, 4 juin 1984.



Préparation de la grève générale à l'usine Ursus de Varsovie, en mars 1981. (DR)

"Jaruzelski ne défend pas le socialisme"

NOUS publions ci-après deux textes du groupe Robotnik. Le premier, paru en janvier 1984, définit le point de vue de ce courant quant aux tâches de réflexion politique au sein de Solidarité. C'est en ce sens que Robotnik affirme que « *parmi ces courants politiques, il y a place pour un courant socialiste* ». Même si cela n'apparaît pas très nettement dans ce présent texte, ce courant idéalise néanmoins beaucoup la social-démocratie européenne. Le second texte, publié en encadré à la page suivante, se prononce en faveur de la reconstruction du Parti socialiste polonais (PPS).

Peu avant l'aventure de décembre 1981, les propagandistes de Jaruzelski ont inventé le slogan « *Nous allons défendre le socialisme tout comme l'indépendance de la Patrie* ». Pour la plupart des gens en Pologne, il ne fait pas de doute que la seconde partie de ce slogan est fautive, que notre Patrie n'est pas indépendante, et qu'il n'y a donc pas d'indépendance à défendre. Mais ce slogan contient une autre falsification, celle qui prétend que Jaruzelski, avec tout son appareil, défend le socialisme. Il n'en est rien car, en Pologne, il n'y a pas plus de socialisme que d'indépendance. Le socialisme n'est en aucune manière un Etat idéal, un système qu'on peut d'abord décréter pour le défendre ensuite. Il n'y a pas d'Etats socialistes dans le monde, il n'y a que des Etats constitués plus ou moins en accord avec l'idéal du socialisme. Il y a des conquêtes remportées par la lutte du mouvement socialiste, du mouvement ouvrier, comme la journée de travail de 8 heures, la sécurité sociale, la démocratie parlementaire ou diverses formes de démocratie directe, tels les conseils ouvriers ou le système de démocratie interne au syndicat qui régissait Solidarité avant le 13 décembre 1981. Toute vision d'un système idéal auquel on nous demande de croire, et qu'il suffirait d'établir pour nous rendre heureux, implique la dictature de tel ou tel groupe d'idéologues habiles, qui cherchent à

légitimer leur propre pouvoir en se fondant sur leur prétendue infaillibilité.

Le mouvement ouvrier polonais, qui s'est reconstitué à la fin des années 1970 sous la forme de syndicats libres, a continué à exister et à se développer après le coup de décembre de Jaruzelski. Il s'agit d'un mouvement de la base réellement démocratique, qui mène la lutte contre le système d'exploitation économique et d'esclavage politique existant en Pologne. L'échec de décembre a finalement convaincu les travailleurs polonais que, dans cette lutte, il est impossible de remporter la victoire par la négociation, que l'adversaire ne plie que devant la force, et que cette force ce sont les structures d'entreprise et interentreprises de Solidarité soutenues par l'appareil d'édition clandestin.

Aujourd'hui, alors qu'apparaissent sans cesse de nouveaux programmes politiques, le mouvement Solidarité doit affronter deux tâches prioritaires. La première est de rompre avec la fiction artificielle d'unité de pensée et de constituer divers courants politiques. La seconde, tout aussi importante, est de préserver, dans le cadre de Solidarité, le front unique de lutte des divers courants politiques, au nom de l'objectif élémentaire de la fondation d'une véritable démocratie directe, c'est-à-dire de la réalisation du programme de la République autogérée. Parmi ces courants politiques, il y a également place pour un courant socialiste. Etre socialiste dans la Pologne populaire et propager les principes du socialisme est une tâche particulièrement difficile et importante. Les « réal-socialistes » du POUP, qui se disent également communistes, se sont non seulement emparés de la propriété nationale, mais ils ont aussi usurpé la tradition et les mots

MIĘDZYNARODOWA KORESPONDENCJA PRASOWA

SOLIDARNOSC Z "SOLIDARNOSCIA"!

INPREKOR

nr 16
JESIER 1984

**INPREKOR (EN POLONAIS)
NUMÉRO 16 EST PARU !**

Vous y trouverez un dossier sur la lutte des mineurs britanniques, l'appui de Solidarité clandestin à cette lutte et le débat qui traverse aujourd'hui la gauche britannique à propos de la Pologne ; un dossier sur le mouvement antiguerre en Europe, son attitude envers les pacifistes indépendants à l'Est, et le point de vue que les travailleurs polonais devraient adopter sur la question ; une analyse de la question sociale et nationale dans les territoires occupés par les nazis durant la dernière guerre, due à V. Holoubnytych ; enfin, une analyse des causes sociales et politiques de la grande famine des années 1932-1933 en Ukraine.

On peut se procurer *Inprekor* en écrivant à PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil, France. Abonnement (6 numéros) 75 FF ; prix à l'unité 15 FF. *Inprekor* est

également disponible à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis, 75011 Paris.

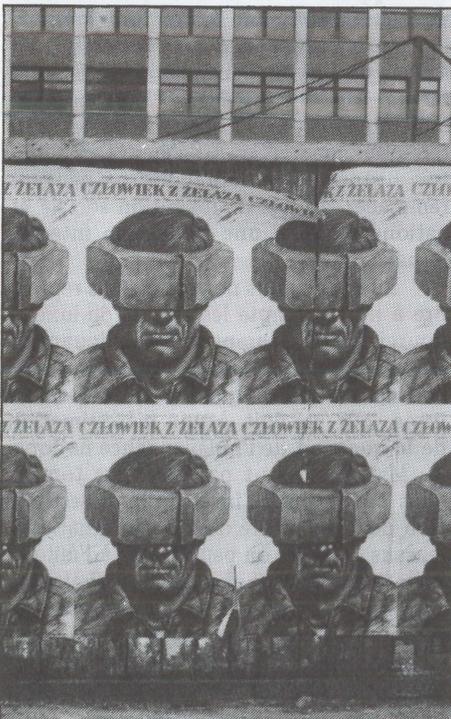
Aider *Inprekor* c'est favoriser l'émergence d'un courant marxiste révolutionnaire en Pologne ! Chèques à l'ordre de PEC, CCP numéro 2.322.42.T Paris — mention « Pour *Inprekor* polonais ».

d'ordre du mouvement socialiste et ceci sans aucun droit. Leur pouvoir est fondamentalement anti-ouvrier, tout comme la répression et l'exploitation du travail salarié dans les entreprises qu'ils dirigent sont anti-ouvrières et anti-socialistes. Notre tâche, la tâche des socialistes polonais des années 1980, c'est la lutte politique et économique au sein du syndicat et des partis politiques, c'est de reprendre les mots d'ordre et les idéaux pour lesquels sont morts Ludwik Warynski et Janek Wisniewski (1), les ouvriers de la Commune de Paris et les ouvriers polonais en grève du chantier naval « Commune de Paris ». Le premier pas sur cette voie consistait à leur reprendre notre fête ouvrière du 1er mai. Le pas suivant sera la création de groupes socialistes qui, dans la discussion et par la lutte détermineront les formes du mouvement socialiste polonais.

Notre tâche est la suivante : construire une Pologne libre, dans laquelle le sens élémentaire de la justice sera associé au modernisme, à l'efficacité des entreprises et de toute l'économie autogérée. Un tel Etat n'existe pas dans le monde. Mais, par un ardent travail et par notre lutte, nous pouvons approcher un tel idéal, car le socialisme est un mouvement et un moyen de penser l'avenir, et non une réalisation automatique de visions ourdies par les doctrinaires. ■

Igor Lewy,
Robotnik, numéro 45,
Varsovie, 30 janvier 1984.

1. Ludwik Warynski fut, en 1882, le fondateur de Proletariat, premier parti ouvrier de Pologne. Janek Wisniewski était un ouvrier. Il fut assassiné en 1970 à Gdynia, puis porté par les manifestants tout autour de la ville. Il est devenu le symbole de tous ceux qui ont lutté en décembre 1970 - janvier 1971.



La voie vers un nouveau parti

La question de savoir s'il faut, et quand, ressusciter le Parti socialiste polonais (PPS) est en discussion dans de nombreux milieux sociaux. L'unification forcée du PPS avec le PPR (1), en 1948, a entraîné la liquidation du courant humaniste, libéral et démocratique de la pensée socialiste polonaise. L'interdiction de l'activité légale des partis d'opposition imposée depuis 1947 à l'encontre de la Constitution, a conduit à une situation où, durant des années, toute discussion libre des affaires de l'Etat a été rendue impossible. Nombreux sont ceux qui ont perdu la capacité de déterminer leur propre identité idéologique. Ce n'est que grâce à août (1980, ndlr.) et à Solidarité qu'il est devenu possible de faire une différence entre les positions du social-démocrate, du démocrate-chrétien, du libéral ou du communiste. Ce patrimoine ne peut et ne doit pas être dilapidé. Développer cet acquis idéologique et cette expérience organisationnelle est pour nous une obligation morale. La formation de partis politiques sera sans aucun doute la voie naturelle du développement de ces idéaux démocratiques et libéraux d'août.

Mais la voie de la reconstruction du PPS est longue. Pour qu'il puisse avoir la force et l'autorité politiques nécessaires, il faudra qu'il compte au moins plusieurs centaines de milliers de membres et que ses dirigeants et son programme soient largement connus. Pour en arriver là, il faudra encore de nombreux mois de travail acharné. Des tentatives impatientes et prématurées pourraient entraver les capacités futures de croissance du parti. C'est pourquoi la tâche de l'heure consiste à développer la coopération entre les journaux et éditions indépendants et à discuter des divers aspects d'un programme alternatif à la politique du POUP, programme du socialisme démocratique adapté aux conditions réelles de la fin du XXe siècle. Il faut donc d'abord constituer le socialisme démocratique en tant que courant idéologique au sein des structures existantes de Solidarité. Il faut commencer par élaborer, grâce à la discussion, une vision claire de la démocratie parlementaire et autogestionnaire, ainsi que les nombreuses conceptions de politique sociale et économique indispensables pour sortir la Pologne de la crise et éviter le danger d'un nouveau recul de la civilisation. Nous avons besoin non pas d'une déclaration de principe de quelques pages (existant déjà dans les documents du WSN, par exemple). Nous avons besoin de programmes concrets et élaborés exprimant vraiment les intérêts des travailleurs. Nous avons besoin d'un nombre supérieur d'idées par rapport aux besoins et aux possibilités de les réaliser. Ce n'est qu'à cette condition que nous aurons moralement le droit d'exiger une nouvelle répartition du pouvoir politique d'Etat et d'exiger l'introduction de nouveaux principes de gestion.

Pour l'instant, nous n'en sommes pas encore dans une situation de trop-plein d'idées, nous n'en avons même pas assez. Il n'existe pas non plus de liens établis entre les différents militants d'orientation socialiste ou social-démocrate. Nous avons donc beaucoup de travail et d'efforts importants devant nous. Toute erreur et toute action inconséquente de l'élite au pouvoir augmente nos chances. Mais leur faiblesse ne saurait être le principal fondement de notre force. Il n'y aura de conception alternative du système sérieuse et pouvant compter sur un intérêt bienveillant du mouvement social-démocrate international qu'à la condition qu'elle soit fondée sur les expériences polonaises et sur nos traditions internes.

Si ce travail est effectué au cours de l'année 1984, le Conseil politique du PPS renaissant pourra peut-être apparaître publiquement dès le début de 1985. Seule une présentation ouverte, publique, de l'alternative socialiste par des personnes jouissant de l'estime sociale et connues pour leur engagement en faveur du socialisme démocratique sera un défi d'importance historique. ■

Jan Morawski,
Robotnik numéro 44,
Varsovie, le 23 janvier 1984.

1. Le Parti ouvrier polonais (PPR) a été fondé au tout début 1943 par des militants stalinien parachutés par Moscou. Le PPR a fusionné en 1948 avec le PPS, dont la direction avait été prise en main par les stalinien.

La logique internationale de la situation

Ce ne sont pas les antagonismes nationaux qui font peur aux membres de la nomenklatura du Kremlin et de Varsovie, contrairement à ce que l'on pourrait penser. Ils s'en servent au contraire pour opposer les ouvriers de différentes nationalités, jouant sur leur aversion mutuelle pour empêcher toute action ouvrière commune à l'échelle internationale. En URSS, par exemple, la domination de la nomenklatura s'appuie sur des bases idéologiques chauvines grand-russes en plus de ses fondements administratifs et policiers. Réciproquement, la phobie anti-russe joue un rôle d'exutoire « national » face à l'oppression et à l'exploitation que la bureaucratie totalitaire autochtone fait subir aux masses polonaises. Les Russes sont sans cesse abreuvés de descriptions sur la haine que les Polonais éprouvent à leur égard et, malheureusement, la propagande du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) n'est pas obligée de mentir beaucoup à ce sujet ! Et, en vertu du principe de la réaction en chaîne, cela développe chez les Russes une aversion encore plus profonde vis-à-vis des Polonais. Et ainsi de suite. Pendant ce temps, Tchernenko et Jaruzelski se congratulent joyeusement. Ils préfèrent ne pas imaginer ce qui se passerait si les ouvriers des deux côtés du Bug (rivière frontalière entre la Pologne et l'URSS, ndlr.), commençaient un jour à s'entendre au lieu de se haïr.

Les membres de la nomenklatura n'ont pas peur du manque d'amitié, et encore moins de la haine entre les nations, surtout entre celles qui subissent la domination des « partis frères ». Car c'est la condition essentielle pour que puisse fonctionner le principe de l'intervention réciproque dans le cadre des pays de ce « camp ». Ce dont ils ont peur, c'est que les gens prennent au sérieux cette amitié juridico-formelle, car de là, il n'y a qu'un pas vers l'internationalisme, c'est-à-dire la solidarité internationale des ouvriers et la lutte révolutionnaire contre la nomenklatura et le capital.

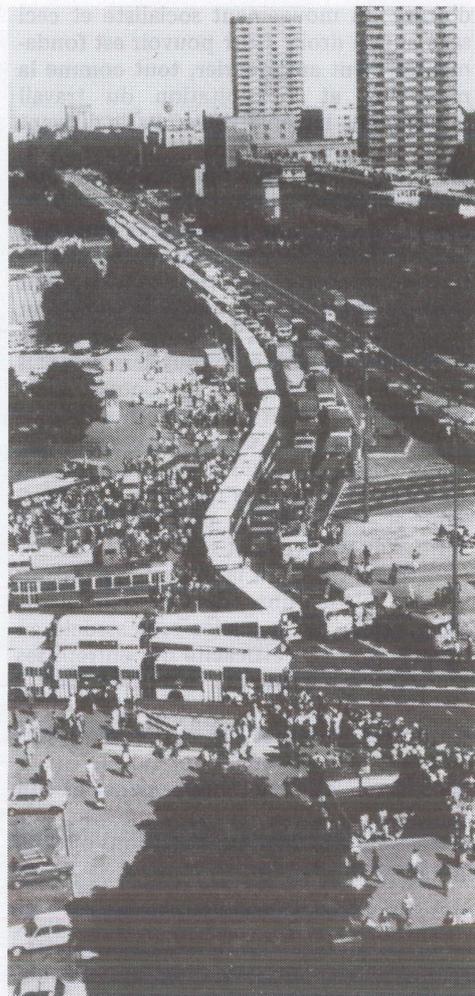
Si l'on ne veut pas assister à une situation où les mouvements et les soulèvements antibureaucratiques se retrouvent dans une impasse systématique, il faut parvenir à faire coïncider les buts sociaux et nationaux de leur action, en définissant clairement une stratégie internationale. Dans la situation géopolitique actuelle, nous devons traiter tout non-internationalisme comme, appelons les choses par leur nom, l'expression concentrée de la bêtise politique. Et cela aussi bien du point de vue de la lutte pour la libération de la classe ouvrière que du point de vue de la lutte nationale pour le droit des peuples à l'autodétermination. La distance, de caractère national, qui sépare l'ouvrier polonais de l'ouvrier ukrainien, tchèque

ou russe n'est rien d'autre que la distance qui sépare ces ouvriers de la liberté et ces nations de l'indépendance.

Il existe un besoin objectif d'internationalisation des processus de la révolution d'août 1980 en Pologne, pays qui, comme le montre l'histoire, est le maillon le plus faible de la domination de la bureaucratie totalitaire. Sans quoi cela impliquera un isolement suicidaire. Nous ne pouvons pas nous payer le luxe d'une philosophie de lutte limitée au ghetto national, alors que les bases de la géographie politique sont définies au niveau international. Malgré la contre-révolution bureaucratique commencée par le putsch de décembre 1981, qui dure encore aujourd'hui, le pouls des forces révolutionnaires mises en branle en août 1980 continue à battre. Mais ces dernières seront-elles l'étincelle qui allumera la prochaine flamme, ou sont-elles seulement des cendres du passé s'éteignant lentement ? La réponse à cette question dépendra de la solution au dilemme principal. Car, au-delà de l'allégorie poétique, nous voyons clairement le caractère dramatique du choix qui se pose à nous : ou bien ces forces se développeront et se consolideront dans le sens d'un internationalisme révolutionnaire, ou bien elles continueront à décroître et s'atomiseront dans la spirale infernale de l'isolationnisme.

Si nous ne voulons pas voir à l'avenir les chars soviétiques dirigés contre une révolution ouvrière en Pologne ou dans tout autre pays, il faut commencer par éliminer les forces répressives anti-ouvrières et s'en prendre à leur base sociale en Union soviétique même. 40 ans tout juste après l'exportation d'URSS en Pologne de la révolution bureaucratique anti-impérialiste, nous nous trouvons devant l'obligation de commencer à exporter la révolution ouvrière antibureaucratique de Pologne en URSS. Cela est non seulement possible mais nécessaire, surtout si on prend en compte les moyens dont disposent les milieux dirigeants de Solidarité. Mais c'est aussi nécessaire pour une réorientation stratégique fondée sur un tournant vers la classe ouvrière en tant que sujet principal de la lutte.

On peut et on doit définir la phase actuelle comme étant celle d'une révolution à la croisée des chemins. La perspective de la révolution nécessite en effet d'opérer un choix entre deux variantes : l'internationalisation ou la poursuite de l'auto-limitation. L'internationalisme — si souvent traîné dans la boue par le manque de réflexion de la droite — est avant tout une question socio-historique déterminante dans la manière dont le mouvement ouvrier s'engage dans la lutte pour libérer la classe ouvrière. Mais c'est aussi une question pragmatique, au sens premier du terme : comment faire pour



Grève des transports en commun, à Varsovie, en août 1981. (DR)

ne pas tout perdre une nouvelle fois ? Il importe peu qu'il s'agisse d'une intervention étrangère, comme en Hongrie et en Tchécoslovaquie, ou d'une contre-révolution autochtone, comme en Pologne, celle-ci ayant été facilitée par le sentiment largement répandu du danger extérieur que constituait la bureaucratie totalitaire soviétique, paralysant ainsi le développement de la révolution. Si nous ne voulons pas que notre lutte pour la liberté et l'indépendance ressemble au travail de Sisyphe, il faut rejeter le fond même du nationalisme qui conduit inévitablement à l'isolement de la lutte que nous menons et à l'échec. Les inimitiés historiques et ethniques ne peuvent remplacer la lutte de libération sociale et nationale, qui a une dimension internationale.

Bien sûr, nous ne voulons pas reprendre à notre compte les erreurs du luxembourgeoisisme (le courant se revendiquant de Rosa Luxembourg, ndlr.), c'est-à-dire une conception mécanique de l'internationalisme, qui conduit à une mésestimation de la question de l'indépendance nationale. Mais il ne faut pas non plus tomber dans l'extrémisme inverse : la mésestimation de la solidarité ouvrière internationale, sans laquelle, on peut le voir à l'œil nu, nous n'avons aucune chance d'abattre le système de domination de la bureaucratie totalitaire. Nous n'exagérons pas !

En guise d'annexe, nous présentons quelques propositions concrètes pour l'exportation de la révolution :

— Mener une action d'information et d'agitation parmi les unités militaires soviétiques stationnées en Pologne, par exemple par la diffusion de tracts, de prises de position en russe, distribuées sur le terrain où se trouvent ces unités.

— Organiser, depuis la Pologne, des émissions de radio en direction de la Biélorussie, de la Tchécoslovaquie, de la Lithuanie, de la RDA et de l'Ukraine, dans les langues de ces nations, par exemple des émissions régulières à partir de « ballons-émetteurs », moyen déjà utilisé en Pologne.

— Utiliser les imprimeries clandestines et les imprimeries à l'étranger pour les besoins des initiatives dissidentes et oppositionnelles dans les pays voisins et pour permettre une information propre de Solidarité en direction de ces pays. La préférence devrait aller à la RDA et à la Tchécoslovaquie, dont les frontières sont particulièrement perméables, en vue de trouver nos premiers lecteurs étrangers.

— Etablir des contacts internationaux durables et coordonner des actions communes antibureaucratiques avec les groupes d'opposition et les groupes indépendants des pays les plus proches du camp bureaucratique, et mettre sur pied pour eux un service d'information indépendant afin de contrebalancer la propagande anti-polonaise et anti-révolutionnaire développée dans ces pays, avec, par exemple, la diffusion des principaux documents des accords d'août 1980.

En dehors de ce travail vers l'extérieur, il semble important d'entamer un travail vers l'intérieur, qui facilitera en premier lieu :

— Une condamnation décidée du chauvinisme grand-russe, combattu en son temps par Lénine, et un soutien clair à la lutte pour l'indépendance nationale des nations soviétiques dominées par la Russie et, d'autre part, l'arrêt et la condamnation de la propagande anti-russe dans la presse clandestine. De même qu'il fut un temps où tout Allemand n'était pas un fasciste, de même, aujourd'hui, les Russes ne sont pas tous chauvins.

— La dénonciation des phobies nationales ainsi qu'une attitude critique face à la littérature de tendance nationaliste et face à l'histoire nationaliste.

— Exercer des pressions d'en bas sur la direction de Solidarité, afin de développer une coopération internationale, en premier lieu avec l'Est, ce qui doit conduire à une importante évolution stratégique et à une prise de position publique et active en ce qui concerne les problèmes nationaux et sociaux en URSS, fondée sur la fraternité révolutionnaire.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous, pour votre liberté et pour la nôtre !

Front Robotniczy (Front ouvrier),
numéro 1, Varsovie, 12 août 1984.

Perspective d'un courant de la gauche révolutionnaire

L'ARTICLE que nous publions ci-après est paru en juillet 1984 dans le bulletin numéro 20 de *Wolny Robotnik* (l'Ouvrier libre), organe de l'Union des conseils ouvriers, mouvement de résistance populaire (ZRP-PRO) de la région de Silésie. Ce texte, auquel nous avons ajouté les intertitres, était précédé de l'introduction suivante : « La version abrégée de l'article qui suit est une introduction à la discussion qui a pour but d'élaborer des formes concrètes d'action, sujet à propos duquel nous sommes revenus plus d'une fois dans nos colonnes pour exprimer le point de vue et la conception du PRO. La rédaction est pleinement d'accord avec les intentions de l'auteur de l'article publié ci-dessous. Ce dernier estime que les critiques adressées à la rédaction du journal *Robotnik*, avec lequel nous collaborons depuis un certain temps, ne constituent pas une attaque contre un adversaire politique, mais une tentative de discussion concrète sur les perspectives de la gauche polonaise dans la situation actuelle, sur le plan national comme international. »

Robotnik, journal de Varsovie, a publié au début de cette année un article intitulé « La voie vers un nouveau parti » (cf. encadré page 15, ndlr.) L'article commence de la manière suivante : « La question de savoir s'il faut, et quand, ressusciter le Parti socialiste polonais (PPS) est en discussion dans de nombreux milieux sociaux. » La première partie de cette question — faut-il le faire ? — est effectivement posée par certains militants de Solidarité. C'est une question d'importance, car elle en suppose une autre, à laquelle il faut absolument trouver une réponse : quelles sont les perspectives de la gauche polonaise ? Ou, plus directement, quelles sont les perspectives du courant révolutionnaire de l'opposition polonaise ?

Pour éviter tout malentendu, définissons tout de suite les principales caractéristiques de ce courant : il lutte pour un renversement révolutionnaire du système de pouvoir actuel et son remplacement par une république autogérée, il considère que la classe ouvrière est la force motrice de cette révolution, il se réclame de la tradition de la pensée révolutionnaire du mouvement ouvrier et il oppose les solutions autogestionnaires, socialistes, à l'actuel système stalinien. Bien qu'encore limité, ce courant révolutionnaire existe en Pologne et lutte au sein des structures clandestines de Solidarité, et ses vues trouvent un écho grandissant parmi les militants de l'opposition. Nombre de ces derniers n'accepteraient jamais de définir leur propre attitude comme étant « révolutionnaire » ou « de gauche », mais ils n'en soutiennent pas moins les principales propositions du courant révolutionnaire, car ce sont elles qui, à leurs yeux, reflètent le mieux la situation politique en Pologne et la situation de la classe ouvrière.

« ROBOTNIK » ET LA RECONSTRUCTION DU PPS

Le journal *Robotnik* a une vision simple et claire de l'avenir de la gauche polonaise : il faudrait reconstruire le PPS et doter ce parti ainsi ressuscité d'un caractère social-démocrate. La première er-

reur de la rédaction de *Robotnik* tient à la façon dont elle pose la question de l'organisation de la gauche. Pour les auteurs, le parti, dans ce cas le PPS, est la seule solution possible au problème organisationnel, et il faut entreprendre sa construction immédiatement. Et ceci, de diverses manières, notamment par le haut, au travers d'une présentation publique de l'alternative socialiste par des gens estimés socialement et connus pour leur contribution à la cause du socialisme démocratique. L'article en question affirme : « La tâche de l'heure consiste à développer la coopération entre les journaux et les éditions indépendants et à discuter des divers aspects d'un programme alternatif à la politique du POUP, programme du socialisme démocratique adapté aux conditions réelles de la fin du XXe siècle. » Malheureusement, on ne créera pas de parti ouvrier à l'aide d'un « programme alternatif à la politique du POUP ». Ce n'est pas d'un tel programme dont nous avons besoin, mais d'un programme de lutte face au POUP et à la bureaucratie. Il est significatif que les articles programmatiques-organisationnels publiés dans *Robotnik* passent totalement sous silence les problèmes de la lutte actuelle de la classe ouvrière et de la stratégie qui devrait être celle des structures de Solidarité. Pour les auteurs de *Robotnik*, il y a une nette séparation entre d'un côté le parti et le programme, et de l'autre la lutte face au pouvoir et ses perspectives.

Vu sous cet angle, le problème de la construction d'une nouvelle organisation de gauche semble sans doute plus simple. Mais il ne s'agit là que d'illusions. La construction d'une organisation, ce n'est pas seulement l'affaire du slogan « Construisons le PPS » et de la diffusion d'un programme attractif. Au contraire, ce qu'il faut, c'est intégrer ces deux sphères d'action, élaborer un programme de lutte de la classe ouvrière et, sur cette base, construire l'organisation des militants les plus engagés dans cette lutte. S'interroger sur l'utilité de ressusciter aujourd'hui le PPS, sans poser la question du rôle que ce parti devrait jouer dans la stratégie de renversement de la bureaucratie totalitaire, ne peut que rester une pure abstrac-

tion. A moins que le parti ne se compose que d'un petit groupe d'intellectuels rêveurs ... Mais nous le savons bien, ce n'est pas d'un tel parti dont on parle.

La seconde erreur essentielle de la rédaction de *Robotnik* a trait à la définition politique du nouveau parti. Le nom lui-même — Parti socialiste polonais — n'est pas fondamental. Mais c'est dans l'affirmation que la nouvelle organisation de la gauche devrait avoir un profil social-démocrate qu'il y a un malentendu. Il nous semble qu'il s'agit d'un malentendu, car nombre de conceptions politiques prônées dans *Robotnik* sont en contradiction flagrante, et ce à juste titre, avec le programme et la pratique de la social-démocratie. Néanmoins, les auteurs des articles publiés dans ce journal affirment non seulement que la social-démocratie, c'est le crédo politique du futur PPS, mais ils ne tarissent pas d'éloges devant les acquis et l'activité des partis sociaux-démocrates occidentaux.

Dans un autre article, l'auteur attire l'attention du lecteur sur la stabilité intrinsèque du système capitaliste, en la comparant à l'instabilité du système en Pologne, et tire la conclusion que « les communistes et leur système ne peuvent être un partenaire de négociation pour le PPS comparable à ce qu'est le système capitaliste pour les sociaux-démocrates occidentaux ». Une aussi grande simplification ne peut rester sans commentaire. Le système capitaliste n'est nullement un « partenaire de négociation » pour les sociaux-démocrates d'Europe occidentale. Ces partis sont partie intégrante de ce système ; ils en forment l'indispensable soupape de sécurité, en endiguant les soulèvements spontanés de la classe ouvrière et en canalisant les protestations sociales sur une voie parlementaire. D'ailleurs les principaux dirigeants de ces partis occupent souvent des fonctions dirigeantes dans les banques et les grandes entreprises capitalistes. Il serait plus juste de comparer les sociaux-démocrates occidentaux aux courants « libéraux » au sein du POUP. Comme eux, ils critiquent certains phénomènes socio-économiques isolés tout en défendant avec acharnement le système lui-même.

QUE FAIRE ... D'UN PARTI DE TYPE SOCIAL-DÉMOCRATE ?

La rédaction de *Robotnik* cherche-t-elle à tromper ses lecteurs ou à se tromper elle-même ? Car dans d'autres articles consacrés à la situation actuelle en Pologne et aux problèmes du mouvement d'opposition, on trouve des conceptions fort éloignées des conceptions réformistes de la social-démocratie. « La tâche des socialistes polonais des années 1980 est (...) de reprendre les mots d'ordre et les idéaux pour lesquels sont morts Ludwik Warynski et Jacek Wisniewski, les ouvriers de la Commune de Paris et les ouvriers en grève au chantier naval "Commune de Paris" », explique Igor Lewy dans un article affirmant que Jaruzelski ne défend pas le socialisme (cet article est publié dans le présent dossier, ndlr.) Dans un autre arti-



Une manifestation de Solidarité. (DR)

cle, le même auteur parle de « transformation totale du système du pouvoir », car « aucun compromis n'est plus possible aujourd'hui ». Ces mots expriment des conceptions politiques de la gauche révolutionnaire. Ils n'ont rien, absolument rien de commun avec l'idéologie social-démocrate.

Pourquoi la rédaction de *Robotnik*, journal qui est sans aucun doute l'un des meilleurs édités actuellement par les militants de Solidarité, a-t-elle donc décidé de lancer cette thèse sur la nécessité de construire immédiatement un nouveau parti, et qui plus est un parti de type social-démocrate ? Peut-être, la volonté de créer ce parti au plus vite vient-elle partiellement de la perte de foi dans l'utilité de la lutte politique menée aujourd'hui par le mouvement social clandestin. Dans certains textes publiés dans *Robotnik*, on sent pointer une certaine désillusion face aux attitudes de la société polonaise : « La majorité silencieuse regarde la télévision, boit de la vodka, crache, soupire, hait et prie pour que la foudre descende d'un ciel sans nuages » ; « La société a plus peur des changements que des zomos » ; « La société se laisse facilement apeurer par la pensée d'avant-garde, et cela dans tous les milieux ».

Mais le choix d'une orientation social-démocrate pour le nouveau parti nous paraît encore plus étonnant. On peut admettre que la rédaction de *Robotnik* considère le terme « social-démocrate » comme moins repoussant — dans les conditions actuelles — que les termes « socialiste », « de gauche » ou « révolutionnaire », bien qu'elle emploie elle-même fréquemment ces mots comme synonymes, sauf le

dernier, sans doute. La position de *Robotnik* s'explique peut-être par l'espoir, exprimé dans l'article intitulé « La voie d'un nouveau parti », que le nouveau PPS « pourra compter sur un vif intérêt de la part du mouvement social-démocrate international ». Mais il ne fait aucun doute qu'aucun parti social-démocrate européen n'entreprendra d'initiative risquée pour aider matériellement un parti d'opposition en Pologne que personne ne connaît. La vérité est que la social-démocratie occidentale reste l'un des plus grands obstacles, dans ces pays, sur la voie de changements révolutionnaires analogues au développement de l'autogestion proposé dans le programme adopté par le congrès de Gdansk.

Restent les questions formulées au début : quelles sont les perspectives du courant révolutionnaire de l'opposition polonaise ? Quelles sont les formes organisationnelles nécessaires à la consolidation de ce courant ? Le temps de construire un parti de la gauche révolutionnaire n'est pas encore venu. Mais la lutte des classes elle-même nous impose de construire et de développer, dans les structures du syndicat, une large tendance qui se prononce pour une solution révolutionnaire de la crise polonaise. Une telle tendance — l'opposition ouvrière face à la bureaucratie totalitaire — ne sera pas unifiée organisationnellement. L'opposition ouvrière sera constituée de diverses structures, commissions, journaux, éditions, unis par la stratégie commune de lutte pour la fondation de la république autogérée. La constitution de cette opposition ouvrière, qui est avant tout une forme de lutte de la classe ouvrière, devient une question de plus en plus urgente. Mais cela nécessite des organisateurs, un groupe de militants qui s'attèle au travail de construction de l'opposition ouvrière en tant que tendance du syndicat. La première tâche de la gauche révolutionnaire en Pologne consiste donc à former un tel regroupement.

Citons pour terminer un article paru dans le numéro 13 d'*Inprekor*, journal de la IVe Internationale : « Il s'agit d'une entente d'hommes d'action, unis par une conception commune concernant les tâches, immédiates et plus lointaines du mouvement social, qui découlent de sa dynamique révolutionnaire objective, ainsi que par la volonté et la capacité de les réaliser en commun. » Cette conception nous semble très juste. La construction de premières structures organisationnelles authentiques de la gauche polonaise, créées par l'entente de la gauche révolutionnaire, ne peut être menée à bien qu'à la condition que nous nous concentrons sur les besoins de la lutte des classes elle-même. C'est à cela que doit être liée toute élaboration programmatique, et la lutte elle-même nous indiquera le moment où les structures de la gauche révolutionnaire devront se transformer en une forme d'organisation qualitativement supérieure. ■

La défense du SWP contre les attaques de la justice américaine

LORS de sa réunion du mois de septembre 1984, le Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale a écouté un rapport concernant la campagne de défense menée par le Socialist Workers Party (SWP) des Etats-Unis contre une action en justice qui leur est intentée par Alan Gelfand et d'autres personnes. Cette réunion décida de demander au SWP la rédaction d'un article pour expliquer la situation de cette affaire. L'article que nous publions ci-dessous est initialement paru dans *Intercontinental Press*, une revue publiée à New York, en date du 12 novembre 1984. ■

Doug JENNESS

Le 24 octobre dernier a marqué le premier anniversaire de la dernière audience judiciaire à la suite d'une action en justice lancée il y a plus de cinq ans contre le Socialist Workers Party (SWP) et le tribunal n'a toujours pas rendu son jugement. L'action judiciaire, initiée en juillet 1979 par Alan Gelfand, un avocat employé par le comté de Los Angeles, constitue l'élément majeur d'une campagne internationale de harcèlement dirigée contre le SWP et la IVe Internationale, campagne qui constitue depuis presque dix ans l'activité principale du Parti ouvrier révolutionnaire (WRP) britannique et de son organisation sœur aux Etats-Unis, la Ligue ouvrière (WL) (1).

Gelfand, qui a adhéré au SWP en 1976 pour le saboter de l'intérieur, en fut exclu en janvier 1979 après qu'il eut déposé un dossier légal au tribunal fédéral, dans lequel il accusait le SWP d'être une agence du Bureau fédéral d'investigation (FBI). Cette calomnie est au cœur de l'opération de déstabilisation menée par le WRP-WL contre le SWP. Suite à l'exclusion de Gelfand, le WRP-WL commença son action en justice contre le SWP, demandant à un juge fédéral qu'il destitue la direction du parti et réintègre Gelfand comme membre. Les falsifications mises en avant pour justifier cette demande reposent sur les affirmations selon lesquelles Gelfand aurait été exclu par des agents du gouvernement US qui auraient pris le contrôle du SWP. Il prétend que ses droits constitutionnels ont été violés, et le WRP-WL présente son action en justice comme un cas significatif de défense des droits civiques.

Si le tribunal devait trancher en faveur de Gelfand, cela représenterait un grave coup porté au droit à la liberté d'association reconnu par la Constitution, au droit fondamental d'un parti politique de déterminer qui peut en être adhérent et de choisir librement sa propre direction. Cela signifierait que le gouvernement peut déterminer si les activités d'un parti politique sont conformes ou non à son programme déclaré et à ses buts historiques. La porte serait ainsi ouverte à l'intervention du gouvernement

dans les processus de prise de décision des syndicats, des organisations des droits civiques et d'organisations similaires.

LE TRIBUNAL N'A PRIS AUCUNE DÉCISION

Durant quatre ans, le juge du tribunal d'instance, Mariana Pfaelzer, a rejeté tous les efforts du SWP pour obtenir qu'il ne soit pas donné suite à la plainte, en affirmant que Gelfand avait droit à « sa journée au tribunal ». Tandis que Pfaelzer tardait à fixer une date pour le procès, le SWP était obligé de consacrer des ressources financières et humaines importantes pour se défendre. Par exemple, les avocats de Gelfand, le cabinet Fisher et Moest de Los Angeles, ont cité à comparaître, sous peine d'amende, beaucoup de membres du SWP, afin d'enregistrer plus de 350 heures de témoignages. Ce harcèlement ne servait pas seulement à épuiser les ressources du SWP, mais à obtenir un « procès-verbal officiel du tribunal » qui pourra être publié de façon sélective à une date future.

Le procès a finalement commencé, en mars 1983, à Los Angeles. Dans les jours qui l'ont précédé et au cours de son déroulement, une campagne nationale soutenue par des syndicalistes et des militants pour les droits et les libertés civiques a exigé que Pfaelzer mette fin à l'ingérence des tribunaux dans le fonctionnement interne du SWP et ne prenne pas en compte l'action de Gelfand. Cette pression publique contribua à la reconnaissance, par Pfaelzer, à la fin du procès, que Gelfand n'avait jamais apporté « la moindre preuve » pour appuyer son accusation calomnieuse suivant laquelle les dirigeants élus du SWP auraient été des agents du FBI. Elle déclara à Gelfand et à ses avocats : « Vous n'avez rien prouvé de ce que vous aviez dit que vous alliez prouver. Rien ... Je ne peux que supposer qu'il y a eu, quelque part, un motif de vouloir paralyser le Socialist Workers Party. Je ne sais pas combien le parti politique rival (le WRP-WL) a payé pour les honoraires de vos avocats. Je suppose que cette question sera soulevée dans une autre réunion ... Toute la

tournure des faits m'amène à mettre en question les motifs de l'action. Si j'avais été confrontée à une seule preuve (que les dirigeants du SWP) sont des agents du gouvernement, cela aurait créé une situation entièrement différente. Il n'y a pas une seule preuve qui m'ait été fournie. »

Mais, malgré ces déclarations, Pfaelzer n'a pris aucune décision. Au cours d'une audience dans un tribunal fédéral, deux semaines après le procès, elle devait déclarer qu'elle examinerait favorablement une demande du SWP exigeant qu'elle contraigne Gelfand et ses avocats à payer les honoraires et les dépenses légales du SWP. Le SWP a ensuite déposé une telle demande, mais Pfaelzer n'a toujours pas pris de décision concernant la plainte de Gelfand, ni concernant la demande du SWP pour le paiement de ses honoraires légaux et ses dépenses. Malgré le fait qu'elle reconnaît que Gelfand n'a apporté aucune preuve, elle refuse néanmoins de trancher.

Un aspect très important de l'action judiciaire entamée par Gelfand est la tentative de la part du département américain de la Justice d'amener Pfaelzer à prendre une décision de grande envergure, qui donnerait au FBI des droits légaux et sans restriction l'autorisant à utiliser des mouchards et des provocateurs contre le SWP et d'autres organisations ouvrières. Pour appuyer son affirmation suivant laquelle la plainte de Gelfand serait dirigée contre des agents gouvernementaux, le WRP-WL a fait citer comme accusés le FBI et la CIA. Mais ils n'étaient des accusés que dans le sens très formel du terme. Durant quatre ans, les avocats du gouvernement sont demeurés les bras croisés. Ils étaient satisfaits que Gelfand, avec l'aide de l'étude Fisher et Moest et la complicité de Pfaelzer, fasse un bon travail de harcèlement du SWP.

Mais, après le procès de mars 1983, alors que l'opération de déstabilisation semblait prendre fin, les porte-parole du FBI et de la CIA sont entrés en scène. Ils ont déposé un dossier en justice réclamant que la juge Pfaelzer émette un avis affirmant que l'utilisation d'indicateurs à l'intérieur de partis politiques comme le SWP « ne constitue pas une violation des droits de l'individu » et « ne peut pas être interdit ». Ils lui ont demandé de décider que « l'identité des indicateurs qui ont agi à l'intérieur du Socialist Workers Party soit protégée de toute divulgation au nom de l'immunité de l'indicateur ». Plus d'un an après cette démarche, la juge Pfaelzer n'a toujours pas donné d'avis sur les demandes du gouvernement.

1. Le courant healyiste, du nom de son dirigeant britannique Healy, n'a pas participé, à la différence du SWP américain par exemple, à la réunification de la IVe Internationale de 1963. Dès cette date, il commença à mener campagne contre le SWP et la IVe Internationale à partir de positions ultra-sectaires qui prirent corps autour de la révolution cubaine notamment. La dégénérescence politique de ce courant alla en s'accroissant pour en arriver très rapidement à substituer les méthodes policières et les dénonciations calomnieuses à tout débat politique, et devenir une petite machine de guerre dirigée contre la IVe Internationale.

Malgré leur prétention de vouloir défendre des « droits constitutionnels » et leurs protestations relatives à la présence d'agents gouvernementaux au sein du SWP, Gelfand et le WRP-WL n'ont pas condamné cette attaque contre les droits démocratiques. Les questions en jeu que le gouvernement a portées devant le juge sont exactement celles qui sont au cœur de l'action du SWP contre le FBI, la CIA, le Service d'immigration et de naturalisation et d'autres agences fédérales. Cette action, connue sous la dénomination « *Le SWP contre l'Avocat général* (le ministre de la Justice, ndr.) », est devant les tribunaux depuis 1973. Le procès fut présidé par le juge Thomas Griesa en 1981, qui n'a pas encore donné son jugement et refuse toujours de dire quand il va le faire.

Au cours du procès du mois de mars 1983, Gelfand a admis devant le tribunal qu'il avait collaboré avec des dirigeants du WRP-WL durant au moins sept mois avant son exclusion du SWP. Il a affirmé sous serment que le dirigeant de la WL, David North, avait promis de collecter de l'argent pour appuyer son action en justice. Le WRP-WL a aussi donné de la publicité au cas de Gelfand dans sa presse. Il y a plusieurs décennies, le WRP, appelé à cette époque Ligue ouvrière socialiste (SLL), était une organisation marxiste qui appartenait à la IVE Internationale. Comment a-t-elle donc dégénéré pour devenir l'organisation anti-ouvrière qu'elle est aujourd'hui ?

LA RÉVOLUTION CUBAINE CONSTITUE LA PIERRE DE TOUCHE DE L'ÉVOLUTION DU WRP

La clef pour comprendre la dégénérescence du WRP est sa répudiation de la révolution cubaine de 1959. Gerry Healy et son groupe affirmaient à cette époque, et affirment encore, que l'équipe de dirigeants autour de Fidel Castro n'était pas composée de révolutionnaires, et qu'ils n'ont pas conduit la révolution cubaine vers le renversement des rapports de propriété capitalistes, mais qu'ils ont plutôt établi un régime capitaliste semblable à ceux de Tchiang Kai-chek en Chine et de Jawaharlal Nehru en Inde. Les healystes ont maintenu que des révolutions socialistes ne sont possibles que dans la mesure où elles sont dirigées par des partis trotskystes. Autrement dit, quand la lutte des classes vivante s'est montrée différente du schéma healyste, ils ont résolu la contradiction en niant la réalité.

Au contraire, le SWP et la IVE Internationale ont salué la révolution cubaine et sa direction révolutionnaire comme un pas en avant historique pour la classe ouvrière au niveau mondial. La position sectaire des healystes envers Cuba les a bientôt amenés sur des positions sectaires par rapport à la révolution algérienne dans les années 1960 et à la révolution coloniale en général, de même que face au Parti travailliste en Grande-Bretagne et à la montée du nationalisme noir révolutionnaire aux Etats-Unis. Leur répudiation de la révolution cubaine se situe au

cœur de leur rapide dégénérescence. S'opposer à une authentique révolution ouvrière ne peut pas avoir d'autres conséquences que de faire dérailler un parti qui se réclame des travailleurs. En ne corrigeant pas leur position erronée sur la révolution cubaine et sa direction mais, au contraire, en se cramponnant à cette position, les healystes se sont de plus en plus écartés du marxisme.

HEALY MONTE DE FAUSSES ACCUSATIONS CONTRE JOSEPH HANSEN

A partir du début des années 1960, les healystes ont essayé de cacher leur rupture avec le marxisme en menant une campagne au vitriol contre le SWP et la IVE Internationale. Cette campagne a pris un tournant nouveau et insidieux en 1975, quand le WRP affirma que Joseph Hansen, qui fut pendant de longues an-

« complice » des services secrets soviétiques. Les healystes ont ensuite ajouté à leur campagne de calomnies l'accusation selon laquelle Hansen était un agent du FBI. La presse du courant healyste a publié articles sur articles et brochures sur brochures afin de présenter des « documents » et des « preuves » pour soutenir leurs fausses accusations. Mais il n'y avait même pas ne serait-ce qu'un morceau de vérité dans tout cela, qui n'était qu'un tissu de mensonges de bout en bout.

La campagne du WRP-WL se base sur l'idée que si un mensonge est répété sans arrêt et diffusé largement, quelques imbéciles se convaincront qu'il doit y avoir un élément de vérité. Mais quand ils ont présenté toute leur accusation devant le tribunal, même la juge Pfaelzer a dû admet-



nées un dirigeant du SWP et de la IVE Internationale, avait été complice dans l'assassinat, en 1940, du dirigeant révolutionnaire russe Léon Trotsky. Hansen était l'auteur d'un grand nombre des principales résolutions et des articles publics du SWP sur la révolution cubaine. Il était secrétaire de Trotsky au moment de l'assassinat, dont il a été démontré de façon incontestable qu'il fut de la responsabilité des services secrets de Joseph Staline. Les assassinats constituent depuis longtemps une des méthodes stalinienne pour se débarrasser des opposants politiques dans le mouvement ouvrier. L'accusation healyste allait d'ailleurs de pair avec celle faite par les stalinien au moment de l'assassinat. Pour détourner l'attention de leur propre responsabilité, ils affirmèrent que Trotsky avait été tué par un de ses propres partisans. Quand George Novack, un autre dirigeant de longue date du SWP, écrivit un article en défense de Joseph Hansen, il fut lui aussi accusé d'être

tre qu'ils n'avaient pas « apporté une seule preuve que ces gens sont des agents du gouvernement ». Depuis le début, le SWP a mené une contre-offensive contre cette campagne de calomnies. Hansen écrivit plusieurs articles importants pour démontrer le caractère falsifié de toute cette campagne. Ces articles, ainsi qu'un grand nombre de déclarations et articles de dirigeants et de sympathisants de la IVE Internationale et de dirigeants de groupes se réclamant du trotskysme ont été publiés dans une brochure intitulée *Le grand mensonge de Healy, la campagne de calomnies contre Joseph Hansen, George Novack et la IVE Internationale* (2). Un meeting de 1 200 personnes fut organisé à Londres, en janvier 1977, où des dirigeants de la IVE Internationale et d'autres orateurs ont condamné la campagne de calomnies healyste.

Quand Hansen est mort, au début de 1979, les healystes ont lancé l'accusation selon laquelle il avait recruté et for-

2. Cette brochure est toujours disponible aux éditions Pathfinder Press, 410 West Street, New York, N Y 10014, au prix de 4 dollars (36 francs) plus frais de port.

mé un groupe plus jeune d'agents gouvernementaux et les avait installés aux positions de responsabilité à la direction du SWP ! Avec cette accusation fautive, les healystes ont pu continuer leur campagne de calomnies contre le SWP. Ils n'ont pas diminué leur torrent de mensonges. Leur campagne de harcèlement contre la IVE Internationale, le SWP et d'autres groupes reste d'ailleurs leur seule raison d'être. Un de leurs moyens pour essayer de déstabiliser la IVE Internationale a été de tailler leurs calomnies sur mesure, afin de donner un écho déformé des discussions politiques qui ont lieu au sein de la IVE Internationale.

Par exemple, l'extension de la révolution cubaine au Nicaragua et à la Grenade et le développement de la lutte révolutionnaire au Salvador ont constitué un nouveau test pour les révolutionnaires. Ces événements ont créé une discussion qui se poursuit, et de nouvelles divisions parmi les révolutionnaires, sur les leçons qu'il convient de tirer de ces révolutions et l'orientation qu'il faut avoir par rapport à leurs directions. Ces leçons ont été le thème d'un discours fait par Jack Barnes, secrétaire national du SWP, en décembre 1982, intitulé « Leur Trotsky et le nôtre : la continuité communiste aujourd'hui », qui a été ensuite publié dans le numéro d'automne 1983 de *New International*, une revue publiée par des dirigeants du SWP et de la Ligue ouvrière révolutionnaire, section canadienne de la IVE Internationale. Des militants de la IVE Internationale ont exprimé des opinions diverses sur le discours de Barnes, y compris certaines qui étaient critiques.

Le WRP-WL, pour ses propres fins anti-ouvrières, est tout de suite intervenu dans cette discussion entre révolutionnaires en cherchant à la perturber par sa campagne de calomnies. Les arguments politiques healystes sont destinés à faire écho de façon superficielle à certaines des positions soulevées dans la discussion par ceux qui ne sont pas d'accord avec le SWP. Mais le WRP-WL tord ses accusations pour arriver à la conclusion que la raison pour laquelle les dirigeants du SWP ont tort, c'est parce qu'ils sont des agents du FBI. Les healystes ont publié une brochure sur le discours de Barnes, intitulée *Un provocateur s'attaque au trotskysme*, dans laquelle ils accusent : « Un gouffre béant énorme sépare le SWP d'aujourd'hui du trotskysme. Pas une seule des conceptions programmatiques sur lesquelles la IVE Internationale fut fondée est encore acceptée par le SWP : pas celle de la révolution

permanente, ni celle du rôle contre-révolutionnaire du stalinisme et de la nécessité de la révolution politique, ni celle du rôle historique décisif du trotskysme. Dans sa forme actuelle, le SWP représente l'antithèse du parti fondé il y a 45 ans par James P. Cannon dans la collaboration la plus étroite avec Léon Trotsky. » Leur affirmation que le SWP a substitué « le castrisme au marxisme révolutionnaire » constitue un axe central de la brochure. La conclusion tirée par les healystes est que « la ligne politique des dirigeants du SWP ne contredit pas leur rôle comme agents gouvernementaux, mais au contraire le confirme » Ils critiquent les révolutionnaires qui sont en désaccord avec les positions du SWP parce qu'« ils sont incapables d'expliquer l'évolution politique du SWP ».

LARGE SOUTIEN POUR LA DÉFENSE DU SWP

La bataille pour défendre le SWP contre le procès intenté par Gelfand, qui est actuellement au centre de la campagne healyste de déstabilisation, se poursuit. A tout moment, la juge Pfaelzer peut prendre une décision favorable à la fois à Gelfand et au gouvernement américain, donnant ainsi le feu vert aux tribunaux et au département de la Justice pour renforcer leur harcèlement contre le SWP et d'autres organisations ouvrières. Le SWP, aidé par le Fonds de défense des droits politiques et par d'autres défenseurs de la Charte des droits, mène une campagne pour défendre ses droits constitutionnels et pour aider à décourager des actions en justice similaires contre d'autres organisations ouvrières.

Dans la période du procès de mars 1983, d'importants rassemblements de protestation ont été organisés dans une cinquantaine de villes aux Etats-Unis, pour exiger que la juge arrête l'intervention non constitutionnelle des tribunaux dans le fonctionnement du SWP et qu'elle déboute Gelfand. Des dizaines de responsables syndicaux, de dirigeants du mouvement pour les droits civiques, de militantes pour les droits des femmes, de militants pour les libertés démocratiques et de représentants d'organisations politiques y ont pris la parole ou ont envoyé des messages de soutien. Parmi les responsables syndicaux qui ont déclaré leur soutien à ce principe du Premier amendement (de la Constitution des Etats-Unis, nldr.), il y a eu Anthony Mazzocchi, ancien vice-président du Syndicat des tra-

vailleurs du pétrole, de la chimie et du nucléaire, Victor Reuther, ancien directeur, aujourd'hui à la retraite, du département des Affaires internationales du Syndicat unifié des travailleurs de l'automobile, et David Dyson, représentant national du Syndicat unifié du textile, qui est aussi secrétaire du Comité national des syndicalistes pour la démocratie et le respect des droits humains au Salvador.

Mazzocchi a déclaré que « ce cas menace de créer un précédent d'ingérence gouvernementale dans n'importe quelle organisation, depuis l'Association nationale pour la promotion des gens de couleur (NAACP) jusqu'à l'Organisation nationale des femmes (NOW) ou le Comité des syndicalistes pour la démocratie et le respect des droits humains au Salvador ». Il a également affirmé que l'allégation suivant laquelle le gouvernement américain aurait pris le contrôle du SWP « est contredite par toutes les activités de cette organisation ». Julian Bond, membre de la Chambre des députés de l'Etat de Georgie, et Ronald Dellums, membre de la Chambre fédérale des députés, se sont aussi joints à la défense. Dellums a notamment déclaré que « l'ingérence judiciaire dans les affaires internes d'une organisation basée sur l'adhésion volontaire met en péril le droit de parler et de se rassembler librement. Le droit des citoyens libres de s'organiser sur le plan politique indépendamment des intrusions gouvernementales représente un droit fondamental qui doit être préservé ». Ring Lardner Jr., un des dix scénaristes de Hollywood emprisonné au moment de la chasse aux sorcières dans les années 1950, a aussi apporté son soutien. En juillet 1984, William Smith, un avocat de Los Angeles, a envoyé une lettre à plusieurs autres avocats pour fortement recommander qu'ils soutiennent la bataille du SWP. Smith joue un rôle actif dans la lutte pour empêcher la réimposition de la conscription et a défendu ceux qui ont refusé de s'inscrire pour le service militaire.

« Vous n'avez probablement pas entendu parler du cas Gelfand, écrit Smith. Et même si vous en avez entendu parler, vous avez peut-être, comme moi, eu la réaction initiale de l'écartier comme non pertinent. Ou tout simplement encore comme une lutte sans importance entre groupes sectaires. Mais j'ai décidé de prendre le temps de regarder cette affaire de plus près. Ce faisant, je suis devenu convaincu qu'il y a des enjeux très importants. » Après avoir décrit le cas, Smith a expliqué : « Gelfand avait derrière lui des partisans très puissants, avec des fonds apparemment sans limites ; il a pu utiliser l'autorité du tribunal pour tenter de détruire une organisation politique légitime. » Faire connaître les faits et les enjeux de ce cas demeure nécessaire, afin de repousser cette attaque contre les droits démocratiques et porter un coup dur à la tentative de déstabilisation healyste. ■

Doug JENNESS,
Intercontinental Press,
New York, 12 novembre 1984.



Le mouvement anti-impérialiste mal en point

Interview d'un rédacteur de la revue AMPO

NOUS publions ci-dessous une interview de MUTO Ichiyo, l'un des fondateurs de la revue japonaise *Ampo* et l'une des personnalités marquantes du mouvement de solidarité anti-impérialiste au Japon. Cet entretien est le troisième et dernier des interviews réalisés pour *Inprecor* au Japon, fin juillet et début août 1984, concernant l'évolution du mouvement syndical et la situation des forces révolutionnaires (1).

La revue *Ampo* tire son titre — qui signifie Anti-Military Pact Organisation — des grandes mobilisations des années 1960 contre le traité militaire nippo-américain. Fondée en 1969, paraissant en anglais, elle visait à l'origine à informer les étrangers — avant tout les Asiatiques — des luttes populaires qui se menaient au Japon. Elle se mit rapidement à couvrir les luttes anti-impérialistes et démocratiques de la région, depuis la Corée du Sud jusqu'aux Philippines, jouant un rôle très actif dans l'organisation de la solidarité au Japon même.

En 1973, grâce à ce travail de mise en relation de militants anti-impérialistes de la région, la revue *Ampo* impulsa la constitution du Pacific-Asia Resources Center (PARC). Ce centre a, depuis, assumé la charge de la publication d'*Ampo* et, plus ré-

« INPRECOR » : — Comment évaluer la situation actuelle de la gauche anti-impérialiste au Japon ?

MUTO Ichiyo : — Pour dire les choses franchement, la situation de la gauche anti-impérialiste au Japon n'est pas bonne. Elle pourrait certainement être meilleure. Mais il y a actuellement de nouvelles possibilités qui apparaissent. C'est cet aspect positif, porteur d'espoirs, que je voudrais tout d'abord mettre en lumière.

Ce qui illustre ces possibilités nouvelles, c'est avant tout la mobilisation contre les missiles de croisière Tomahawk du 17 juin dernier à Yokosuka, en face de la base navale américaine. Cinq mille personnes sont venues protester contre le déploiement de ces missiles. Ce n'est pas un chiffre de participation très important, surtout comparé à d'autres mobilisations contre le nucléaire au Japon, mais ce fut une manifestation significative par son contenu politique et par la participation spontanée de jeunes qui n'avaient pas l'habitude de se rendre aux manifestations antinucléaires traditionnelles.

Une dynamique nouvelle de mobilisation à la base se dessine. Elle s'est notamment manifestée lors de la marche de 1 500 kilomètres organisée par un groupe de 11 personnes qui ont, en 35 jours, parcouru la distance qui sépare la base américaine de Sasebo, dans le sud du pays, à celle de Yokosuka, où se tenait le rassemblement du 17 juin. Les marcheurs ont pu discuter avec de nombreux groupes locaux et enraciner ainsi la mobilisation contre les missiles de croisière Tomahawk. Cette mobilisation a pris la forme d'une coordination de groupes locaux.

ment, d'une revue en japonais, *Sekaikara* (En provenance du monde). Il a engagé des recherches sur une série de questions fondamentales comme l'établissement des « zones franches » en Asie et l'activité des multinationales japonaises.

A l'occasion de son 10e anniversaire, en décembre 1983, le PARC a organisé une conférence de réflexion réunissant 157 participants, dont 21 étrangers. Comment répondre au rôle économique croissant du Japon dans sa région et à l'idéologie de l'« aide » accordée par Tokyo aux pays sous-développés ? Comment lier la solidarité anti-impérialiste à la lutte sociale au Japon même ? Quelle alternative à un ordre régional qui perpétue la domination des puissances impérialistes, dont le Japon, sur la plupart des pays d'Asie ?

Après avoir discuté de ces divers problèmes en assemblée générale ou en commission de travail et conclu les travaux de la conférence par l'adoption de diverses résolutions (2), le PARC-AMPO s'est notamment donné pour tâche d'aider à tisser des liens plus étroits entre les mouvements populaires d'Asie et ceux du Japon.

Sur le plan national, la coalition qui organisait la mobilisation de juin porte le nom de Mouvement national contre le déploiement des Tomahawk. C'est un regroupement lâche d'organisations populaires indépendantes et d'individus. Début juin, environ 1 500 groupes d'ouvriers, d'étudiants, de ménagères et de simples citoyens participaient à cette coalition. Celle-ci a été formée en 1984 et prolonge le mouvement organisé en 1983 contre la visite du président américain Ronald Reagan, qui était d'ailleurs déjà centrée sur l'affaire des Tomahawk.

La mobilisation contre le déploiement des missiles de croisière est ainsi devenue, même si c'est de façon encore restreinte, un point central de la vie politique nationale. Elle reste certes dans le cadre du traditionnel « consensus antinucléaire » japonais, mais elle reflète aussi un nouveau niveau de conscience politique et de réflexion. Le sens de ce « consensus national » est de plus en plus obscur. Il se manifeste sous la forme de très larges mobilisations — des centaines de milliers de manifestants à Hiroshima, Tokyo, Osaka, etc. —, mais ne s'oriente pas sur des objectifs concrets mettant en cause le gouvernement. Il reflète souvent un sentiment antinucléaire apolitique.

Le mouvement contre le déploiement des missiles de croisière émerge dans le cadre de ce consensus antinucléaire, ce qui lui donne sa légitimité de masse, ce qui interdit au régime de le dénoncer comme le fait d'« extrémistes » et de l'isoler. Cela est positif. Mais il va aussi au-delà, en s'organisant autour d'objectifs concrets qui mettent effectivement en cause la politique gouvernementale. Cela aussi,

c'est positif, car ça reflète le début d'un processus de politisation nouveau.

— Mais pourquoi le mouvement ouvrier a-t-il battu en retraite, y compris en ce qui concerne les mobilisations antinucléaires ?

— La situation sur le front syndical est effectivement encore misérable. La gauche du mouvement ouvrier s'exprime par le biais de diverses publications, elle agit par le biais de petites organisations. Mais, de façon générale, comme tu le sais, c'est le glissement à droite de l'appareil syndical qui domine entièrement la situation.

Les fédérations syndicales de droite, appuyées sur le secteur privé et sur la nouvelle confédération Zenminrokyo (3), ont complètement pris l'initiative face à Sohyo (syndicat de gauche) et au secteur public. Lors des dernières mobilisations du printemps sur les accords salariaux, Sohyo n'a su prendre aucune initiative marquante. Le gouvernement est en train de refondre systématiquement le secteur public en le démantelant et en en cédant des pans entiers au privé. Jusqu'à mainte-

1. *Inprecor* a déjà publié un article et une interview du dirigeant syndical YOKOYAMA Yoshio dans son numéro 179 du 10 septembre 1984, et une interview de KONNO Motomu, membre du bureau politique de la LCR japonaise, dans son numéro 182 du 22 octobre 1984.

2. Le compte-rendu de cette conférence est publié dans le numéro 3-4 (volume 15), 1983, d'*Ampo*. Pour plus d'informations, écrire à PARC-AMPO, PO Box 5250 Tokyo Int., Japon.

3. Pour une présentation de l'évolution du mouvement syndical et de la fusion à droite, voir les interviews précitées.



Des travailleurs japonais manifestent leur soutien à Solidarité. (DR)

nant, la politique du gouvernement se met en œuvre avec succès : les « forteresses » syndicales — comme la Fédération des chemins de fer nationaux — n'offrent pas de résistance déterminée face à ce processus de rationalisation capitaliste et de privatisation, malgré des réactions ouvrières locales au niveau des ateliers et des bureaux.

Nous assistons à la destruction rapide du panorama syndical de ces dernières décennies, où le mouvement ouvrier était dirigé par Sohyo. Bien entendu, dans ce contexte, la gauche ouvrière est en difficulté. Mon impression est que les syndicats et groupes ouvriers se replient sur eux-mêmes pour assurer leur propre survie face à l'offensive du gouvernement et de la droite. Ils cherchent à s'accomoder de la situation changeante en se refermant sur eux-mêmes. Ils tendent ainsi à s'isoler. Nous devons comprendre que cette attitude reflète les difficultés de la situation. Il faut respecter ce que fait chaque groupe

pour se défendre et survivre dans la situation présente.

Mais pour survivre en tant que force politique active, capable d'initiative, on ne peut se contenter du repli et de la défense de l'acquis. Il faut une stratégie de recomposition du mouvement ouvrier tenant compte de la réalité de la classe ouvrière japonaise, qui n'est organisée qu'à 30 % et surtout dans les grandes entreprises. Ceux qui ont le plus besoin du syndicalisme, ce sont en fait ceux qui sont actuellement hors des syndicats. Ils sont les plus vulnérables, les plus démunis face à la politique gouvernementale et patronale actuelle.

Il faut organiser les inorganisés. Mais ce n'est pas là un mot d'ordre suffisant. Même la droite essaye d'organiser les inorganisés. C'est un slogan plein de trous. Il faut mieux définir quels syndicats construire, quel type de syndicalisme est possible aujourd'hui et doit être construit. Il faut centrer notre effort de réflexion et la

lutte de la gauche ouvrière là-dessus. Sans cela, la survie elle-même des forces de gauche deviendra impossible.

— Mais comment initier ce processus ?

— C'est un problème tactique difficile. Par où commencer ? En plus du front de lutte existant au sein du mouvement ouvrier organisé tel qu'il est aujourd'hui et en défense de ses acquis, il faut ouvrir un second front. Il faut s'adresser à des secteurs qui deviennent de plus en plus importants, dont le potentiel de lutte est riche. Un secteur clef, dans ce cadre, est celui représenté par les ouvrières, dont le rôle augmente avec le développement du travail temporaire ou à temps partiel. Elles n'ont pas encore été « conquises idéologiquement » par la grande entreprise capitaliste, comme beaucoup d'autres travailleurs gagnés au patriotisme d'entreprise. Elles subissent en effet l'oppression de la femme, et les entreprises japonaises ont peur de les intégrer. Elles sont plus disponibles pour la lutte, et le combat des ouvrières peut rejoindre le combat de la femme dans la famille. On peut faire ainsi un lien concret entre la lutte socialiste féministe et la lutte pour regagner une base combative dans le mouvement ouvrier. Cela offre aussi la possibilité de conquérir une base sociale pour le mouvement féministe socialiste. Il faut étudier la condition ouvrière féminine et développer la conscience de la nécessité de la libération de la femme.

Si une telle dynamique peut être engagée, son impact sera profond. Même au sein de la gauche, un courant comme Rodo Joho est masculin presque à 100 %. Les traditions culturelles pèsent très lourd dans ce domaine, et il faut un choc venu de l'extérieur du syndicat — à travers la mobilisation propre des femmes ouvrières — pour faire changer les choses.

Le problème est posé. Même le gouvernement est obligé de faire des gestes par rapport aux femmes. Il subit la pression occidentale — y compris dans le cadre de la guerre commerciale — et propose un projet de loi sur l'égalité des sexes dans l'emploi. C'est un projet sans conséquences, puisqu'il ne définit pas d'objectifs précis, ne prévoit pas de sanctions pour son non respect, etc. C'est un geste formel, en échange de quoi le gouvernement couvre une série d'attaques concrètes contre les femmes qui travaillent. Pourtant, le patronat hurle que ce projet de loi peut pousser les entreprises à la faillite et refuse de l'appliquer. Les réactions que ce projet de loi a suscité sont intéressantes, car elles révèlent la peur des milieux patronaux de voir s'engager une dynamique de lutte sur ce terrain là. Les débats ouverts à cette occasion nous offrent la possibilité d'intervenir sur cette question. Les femmes peuvent être organisées et peuvent s'organiser.

On ne gagnera pas la bataille sur le front syndical par des retouches ou des luttes traditionnelles. Pour changer profondément la situation, il faut changer la culture du mouvement syndical et ouvrier. Un changement qualitatif touchant

à tout, aux modalités de direction, au fonctionnement, à l'imagination politique ... Sans cela, on ne reconstruira pas un instrument à même d'intervenir efficacement dans les luttes, un instrument de changement social. On peut et on doit comprendre les difficultés d'une telle tâche, mais on ne peut pas renoncer pour autant.

Les structures existantes, comme Rodo Joho surtout, ont un rôle très important à jouer en ce sens. Rodo Joho et Rosoren (4) — même si je pense que le lancement de Rosoren n'a pas été opéré dans les meilleures conditions — peuvent s'adresser aux inorganisés. Ils vont préparer un programme, ce qui est aussi un développement bienvenu. Mais il faut beaucoup plus que des mots d'ordre. Il faut une vision du mouvement à venir, de ce que peut être le mouvement de demain. J'insiste sur cette notion : une vision ... Ce problème a déjà été soulevé il y a trois ans. Mais le mouvement est resté prisonnier de la nécessité de riposter au coup par coup aux événements, sans perspectives autres que défensives. Les travailleurs japonais ont besoin d'un nouveau type d'organisation. Il faut partir d'un bilan critique de ces vingt dernières années, de ce que fut Sohyo, de ce que furent les autres mouvements. Cela reste encore à faire.

— Est-ce que la conviction que tu exprimes a un rapport avec ce que tu disais auparavant à propos du potentiel de mobilisation du mouvement antiguerre ?

— Oui. Il faut briser une division entre les campagnes politiques classiques et les mouvements sociaux locaux, qui touchent au mode de vie, aux problèmes culturels, etc., mouvements qui s'engagent traditionnellement dans la lutte anti-nucléaire et écologique. Depuis plusieurs années, la question se pose : comment lier ces deux niveaux de lutte ?

Des groupes politiques se sont tournés vers les terrains d'action sociaux, mais généralement au détriment de leur programme et de leur capacité à poursuivre leur lutte politique propre, ce qui ne résout pas le problème. Quant aux groupes engagés dans les luttes locales, ils rejettent souvent la politique et les partis. Or, il n'existe pas de débat constructif sur le lien entre lutte politique et lutte sociale diversifiée. Cela commence à changer, et c'est l'un des intérêts de la lutte contre les missiles Tomahawk. Mais c'est encore très embryonnaire, et il n'y a pas encore de convergence entre les groupes engagés dans la lutte politique et les groupes engagés sur le terrain socio-culturel. La plupart des groupes engagés dans ce dernier combat se situent exclusivement sur le terrain social. Mais, avec ce que j'ai dit plus haut sur la dynamique anti-gouvernementale de la lutte contre les missiles Tomahawk, ils peuvent commencer à apprendre l'importance de la politique à partir de leur propre expérience, en parlant de leur propre point de vue.

Il y a en ce domaine des expériences intéressantes, mais pas encore de plate-

forme politique élaborée. Dans certaines localités, comme à Nagoya, des groupes politiques et sociaux collaborent depuis plusieurs années. Ils sont à même d'intervenir sur un grand nombre de terrains, depuis les lycées jusqu'à la solidarité internationale avec la lutte des masses philippines, en passant par le nucléaire, la pollution, la confiscation spéculative des terrains, etc. Cela indique quelle pourrait être la dynamique des groupes sociaux. Mais il n'existe pas, sur le plan national, aujourd'hui, de consensus au sein du « mouvement » à ce sujet.

La base des mobilisations du type de celle de Yokosuka, c'est ce que l'on peut appeler les « groupes de citoyens ». Ils travaillent souvent avec beaucoup de ténacité depuis près de vingt ans. C'est l'une des principales caractéristiques de la manifestation de juin dernier, celle d'être surgie de la base. Et ces groupes commencent à s'ouvrir à la politique. En même temps, ils s'enracinent de plus en plus au sein de la communauté. Ils ont fait un énorme travail de porte à porte, si bien que la déclaration pour « Yokosuka sans nucléaire » a réuni plus de 50 000 signatures. C'est une expérience tout à fait nouvelle.

A partir de ces expériences, il devrait être possible d'avoir une vraie discussion sur la manière d'intégrer ces mouvements de façon plus organique, moins artificielle, et de les articuler autour d'un programme d'action politique et social. Il faut créer une atmosphère de discussion. On n'a pas connu de telles discussions depuis dix ans. Les journaux des groupes politiques polémiquent, ils ne mènent pas de véritable discussion.

— Comment répondre, dans ce cadre, à vos tâches de solidarité internationale ?

— Vu notre niveau actuel d'organisation, nous ne sommes pas en mesure de répondre comme il le faudrait aux développements des luttes aux Philippines et en Corée du Sud. Nous sommes en effet confrontés au problème de l'intervention américaine et japonaise. Il faut nous construire à la fois pour nous-mêmes et en solidarité avec les peuples en lutte pour leur libération. Il nous faut opérer en ce domaine sur deux fronts. D'une part, il faut forcer le Japon à se désengager, même partiellement, de la stratégie américaine. Dans ce but, tout allié, même si ce n'est qu'un allié tactique, doit être accepté pour affaiblir cet engagement japonais aux côtés des Etats-Unis. C'est un front d'action pragmatique. Mais, à lui seul, ce type d'action ne peut imposer de vrais changements dans les rapports du Japon avec la région. Il faut donc, d'autre part, s'adresser aux forces potentiellement révolutionnaires, qui peuvent changer les choses en profondeur et briser réellement la politique impérialiste du Japon.

Actuellement, le mouvement de la paix, le mouvement antiguerre, est un élément qui peut aider à ces deux tâches. On peut poursuivre d'un côté une action immédiatement et directement internationaliste. Si l'on agit correctement on peut

aussi, d'un autre côté, renforcer l'action d'autres forces qui combattent les projets d'armement du gouvernement, et, de ce fait, accentuer les divisions au sein de la classe dominante en ce qui concerne la question de l'armement.

L'objectif politique est de s'attaquer aux accords militaires nippo-américains. C'est le contenu actuel de la lutte symbolisée par le sigle AMPO (Anti-Military Pact Organisation). C'est ce que nous voulons, mais ce n'est pas encore le mot d'ordre de tout le mouvement.

— Peux-tu préciser les objectifs actuels que peut se donner la gauche dans le mouvement syndical ?

— A court et à moyen terme, le problème qui va être posé est le suivant : Sohyo, qui symbolise une tradition de syndicalisme ouvrier indépendant, va-t-il se suicider ? C'est inscrit dans la logique du glissement à droite actuel de l'appareil syndical. Mais de nombreux militants syndicaux ne veulent pas encore faire face à cette échéance, ils ne veulent pas y croire. C'est pourquoi le moment où le problème de la liquidation de Sohyo va être posé concrètement sera si important. C'est à ce moment là que l'influence de la gauche pourra s'accroître brusquement, ralliant tous ceux qui veulent défendre et préserver la tradition de syndicalisme indépendant et combatif issu de l'après-guerre.

Il ne faut pas avoir une démarche sectaire et proclamer une nouvelle confédération aujourd'hui, les forces n'existant pas actuellement pour une telle confédération. Rodo Joho doit accepter les syndicats qui se déclarent prêts à rester avec Sohyo, alors même que Sohyo tend à se dissoudre. Je ne suis pas contre un travail d'opposition au sein de la nouvelle confédération de droite, mais qui peut faire un tel travail ? Dans le rapport des forces actuel, ce qui était possible au sein de Sohyo n'est plus possible au sein de Zenminrokyo. La gauche est trop petite et la répression bureaucratique trop forte. Il faut une structure de parti pour travailler au sein de Zenminrokyo aujourd'hui. Je crois que ce serait nous désarmer que de tous rejoindre cette confédération dans les conditions actuelles.

Mais, quels que soient les choix à court terme, je voudrais insister sur deux choses. D'une part, il faut se doter de perspectives à long terme, savoir où l'on va, pour reprendre l'initiative. Et cette clarification est encore loin d'être faite. Ensuite, dans l'immédiat, l'avenir de Sohyo n'est pas encore définitivement tranché. La victoire de la droite n'est pas complète. C'est quand la survie de Sohyo sera concrètement remise en question que les choses vont se décider. Il ne faut donc pas baisser les bras dans ce combat là. ■

Propos recueillis par Pierre ROUSSET,
Tokyo, 3 août 1984.

4. Rodo Joho (Information des travailleurs) est le nom d'une revue du courant syndical et unitaire de lutte de classe. Rosoren est un conseil national unitaire de la gauche syndicale auquel Rodo Joho participe.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

NICARAGUA

Déclaration du GIM de RFA en hommage à un ministre sandiniste tué par la contra

Nous publions ci-dessous un communiqué du Groupe Internationale Marxisten (GIM), section allemande de la IVE Internationale, paru dans Was Tun du 11 novembre 1984 et rendant hommage à Enrique Schmidt-Cuadra, dirigeant sandiniste récemment assassiné par la « contra ».

Notre camarade et ami Enrique Schmidt-Cuadra, qui servait la révolution sandiniste au poste de ministre des Communications, où il avait été nommé il y a peu, est mort le 5 novembre 1984 au cours d'une bataille contre des mercenaires contre-révolutionnaires. En tant que commandant-adjoint, il dirigeait l'unité spéciale Pablo Ubeda, qui était chargée d'éliminer les commandos de la « contra » près de Carnoappa, dans le district de Boaco, à environ 90 kilomètres de Managua. Le 29 octobre, ce groupe de « contras » avait tué six petits enfants à San Gregorio. Au cours de la bataille, 76 « contras » ont été tués. Enrique Schmidt-Cuadra fut la seule victime du côté des sandinistes. Il a été enterré le 6 novembre à Managua. Le gouvernement a décrété une journée de deuil officielle.

Enrique Schmidt-Cuadra avait été un représentant du FSLN en Europe avant de retourner au Nicaragua, en 1979. Au mois de mai dernier, il s'est adressé au congrès du Parti social-démocrate (SPD) à Essen, et, le 20 octobre, il avait pris la parole à la manifestation pour la paix à Hambourg, en tant que représentant du FSLN.

Le 5 novembre, nous avons reçu la nouvelle qu'Enrique Schmidt-Cuadra était mort au service de la révolution au Nicaragua. Cette nouvelle nous a accablés de douleur. Nous avons perdu un ami.

Enrique a vécu durant beaucoup d'années à Cologne. Il y était étudiant. C'est à partir de cette ville, dans les circonstances les plus difficiles, qu'il a construit la solidarité avec le mouvement de libération qui luttait dans son pays contre la dictature somoziste. Dans le cadre de la campagne large de solidarité avec l'Amérique latine, nous avons travaillé ensemble très étroitement. Au cours de ce travail ont été noués beaucoup de contacts et d'amitiés, relations auxquelles nous pensons aujourd'hui.

A cette époque, le travail de solidarité avec le Nicaragua n'était pas facile. Il

fallait trouver du matériel d'imprimerie, le démonter, l'emmagasiner et l'expédier au Nicaragua pièce par pièce. C'était aussi difficile en ce qui concernait d'autres types d'aide matérielle, y compris, bien sûr, de l'argent. Il fallait organiser cette solidarité matérielle à un moment où, pour beaucoup de personnes, le Nicaragua était un pays exotique et le travail de solidarité semblait sans effet. Au cours de ce travail en commun, nous avons appris à connaître Enrique en tant qu'individu et comme ami. Il avait des rapports chaleureux avec beaucoup d'amis de notre milieu.

Quand Enrique est retourné au Nicaragua, nous étions à la fois tristes et heureux. Tristes, parce qu'il nous manquait, heureux, parce que nous savions que ce camarade avait décidé de s'engager directement dans le processus révolutionnaire qui se déroulait dans son pays. Nous étions fiers d'avoir connu Enrique comme ami et comme camarade. La section de Cologne du GIM honore sa mémoire.

La mort d'Enrique nous remplit aussi de colère et d'amertume. Les forces de la réaction, les « contras », soutenues par les forces cyniques, inhumaines et rétrogrades qui sont dirigées au niveau mondial par l'impérialisme US et par l'administration Reagan, essaient de plus en plus, par les assassinats, par le sabotage, par le chantage et par l'intervention militaire ouverte, d'arrêter et de renverser le processus révolutionnaire au Nicaragua.

C'est presque une ironie du sort de voir qu'Enrique lui-même, qui s'était dévoué à la lutte pour la liberté et la justice, devait mourir au moment même où pour la première fois dans l'histoire de son pays se tenaient des élections libres. ■

- Vive la solidarité internationale !
- Vive la révolution au Nicaragua !
- Nous vaincrons !

Pour la section de Cologne du GIM,
Helmut Wendler.
Le Bureau politique du GIM,
Francfort.

**ABONNEZ-VOUS
A INPRECOR**

NICARAGUA SOLIDARITE

Séjour d'une délégation de la IVE Internationale

Une délégation de représentants de la IVE Internationale vient de séjourner quinze jours au Nicaragua, à l'occasion des élections du 4 novembre dernier. Elle était composée de Jakob Moneta, ancien rédacteur en chef du journal du syndicat IG-Metall et membre du Groupe Internationale Marxisten (GIM) de RFA, de Pedro Penalosa, de la direction du Parti révolutionnaire des travailleurs du Mexique (PRT), d'Hugo Blanco, du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) péruvien, et d'Alain Krivine, de la LCR de France.

Arrivés au Nicaragua, nos camarades ont bénéficié du statut d'« invités observateurs », en tant que représentants de leurs différents partis, ce qui leur a permis de se joindre aux 250 invités venus de plusieurs dizaines de pays. Au cours de leur séjour, nos camarades ont eu de nombreux entretiens, notamment avec des dirigeants du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), des Jeunesses sandinistes du 19 juillet (JS-19), de la Confédération sandiniste des travailleurs (CST), de l'Association des femmes (AMNLAE), des Comités de défense sandiniste (CDS) et du Comité nicaraguayen de solidarité avec les peuples (CNSP).

En dehors de ces discussions, nos délégués ont pu observer le déroulement des élections dans la région d'Ocotol, près de la frontière du Honduras. Ils ont également eu l'occasion de visiter plusieurs coopératives agricoles autour de Managua et de séjourner dans une coopérative d'autodéfense au nord d'Esteli. Partout, la délégation a été accueillie très fraternellement.

Les camarades de la direction sandiniste ont à chaque fois réaffirmé qu'ils étaient décidés — dans le cadre du pluralisme politique qu'ils tiennent à conserver au Nicaragua — à entretenir des rapports fraternels avec toutes les organisations qui, à l'échelle internationale, apportent leur soutien à la révolution, et cela sans aucune exclusive. Nos camarades ont confirmé l'engagement déjà réel de tous les militants de la IVE dans la campagne de solidarité en cours et leur volonté d'aider au rassemblement le plus unitaire de tous ceux qui s'opposent aux agressions dont est victime la révolution sandiniste.

Interviewés à plusieurs reprises par le quotidien *Nuevo Diario*, qui a publié leurs déclarations, notamment dans son édition du 8 novembre 1984, nos camarades ont

aussi pu rencontrer des rédacteurs de l'organe du FSLN, *Barricada* et de la revue indépendante *Pensamiento Propio*. Fin novembre, notre camarade Ernest Mandel se rendra à son tour à Managua, à l'invitation de l'Institut de la réforme agraire. ■

SRI LANKA

Les 18 de Balangoda risquent toujours la prison

Au Sri Lanka, l'affaire des 18 syndicalistes de Balangoda (cf. *Inprecor* numéro 179 du 10 septembre 1984) poursuivis par la justice n'est toujours pas terminée. Leur procès devait commencer le 4 octobre, mais l'audience a été reportée au 13 décembre, parce que le ministre de la Justice n'avait pas encore décidé ce qu'il fallait faire de ces accusés. En attendant, ils doivent continuer à se présenter au commissariat de Balangoda tous les quinze jours.

La solidarité internationale avec les syndicalistes a démarré. Des messages de soutien, et des protestations adressées au gouvernement, commencent maintenant à arriver. Au Danemark, une trentaine de responsables du mouvement ouvrier, y compris dix députés, des syndicalistes connus et le maire de Copenhague, ont signé la déclaration suivante : « *Nous, les soussignés, nous avons pris connaissance de l'arrestation de T. Upali Cooray et de*

17 autres personnes, le 15 juin à Balangoda, et du procès qui se prépare contre eux. Nous voulons exprimer notre protestation contre ces arrestations et contre l'utilisation arbitraire des ordonnances d'urgence qui violent la protection légale et les droits démocratiques des accusés. Nous voulons protester aussi contre l'harcellement antidémocratique des travailleurs des plantations, qui doivent bénéficier sans restriction du droit de se rassembler et de discuter des problèmes concernant leur travail et leur appartenance syndicale. »

Une déclaration similaire aux Etats-Unis, exigeant l'abandon des accusations, était soutenue par plusieurs syndicalistes, dirigeants du mouvement pour les droits civiques et militants antigerre, y compris, notamment, le professeur Noam Chomsky et le révérend Ben Chavis (directeur de la commission pour la justice raciale de l'Eglise unie du Christ). Les membres de la Chambre fédérale des députés, John Conyer, Walter Fauntroy, Charles Hayes et Morris Udall, ont aussi signé cette déclaration. En Australie, Andrew Honey, secrétaire pour l'Etat d'Australie occidentale du Syndicat fédéré des travailleurs du caoutchouc, a protesté auprès du gouvernement du Sri Lanka. Enfin, en RFA, la tête de l'Eglise protestante et le bureau pour l'Asie du Sud ont aussi apporté leur soutien aux accusés.

Des messages de protestation peuvent être envoyés à : Président J.R. Jayewardene, President's House, Colombo, Sri Lanka. Les exemplaires de ces textes doivent être adressés à : Balangoda 18, 53 Rajamalwatte Road, Colombo 15, Sri Lanka. ■

AFRIQUE DU SUD

Solidarité internationale contre la répression

Les récentes luttes des masses opprimées et exploitées d'Afrique du Sud ont été sévèrement réprimées (cf. article page 3). Parmi les personnes incarcérées, plus d'un millier sont des dirigeants ou des militants d'organisations antiapartheid ou de syndicats indépendants et 228 sont toujours en prison. Face à cette vague de répression, la solidarité internationale doit s'organiser à la hauteur des enjeux de la lutte pour les masses opprimées d'Afrique du Sud. Des prises de position des syndicats et d'organisations démocratiques contre l'apartheid et la répression doivent être adoptées. Des contacts doivent être tissés entre le mouvement ouvrier international et les syndicats indépendants sud-africains.

Nous publions ci-dessous une liste d'adresses des principaux syndicats indépendants et organisations à caractère politique :

Federation of South African Trade Unions (FOSATU), 2-5 Central Court, 125 Gale Street, Durban 4001, ou 31 World Center, 48 Railways Street, Jameson, Johannesburg.

Council of Unions of South Africa (CUSA), Lekton House (7th floor), 5 Wanderers Street, Johannesburg 2001.

General Workers' Union (GWU), Benbow Building, 3 Beverley Street, Athlone 7764.

African Food and Canning Workers' Unions (AFCWU), PO Box 2678, Cape Town 8000.

South African and Allied Workers' Union (SAAWU), 94 Tasman Center, 122 Victoria Street, Durban 4001.

Black Municipal Workers' Union, PO Box 23027, Joubert Park 2044.

Cape Town Municipal Workers' Association (CTMWU), PO Box 49, Athlone 778 W.

United Democratic Front (UDF), PO Box 274, Salt River, Cape Town.

National Forum (NF), 115 Fleetway House, 208 Bree Street, Johannesburg 2001. ■

RFA

Tournée des femmes des mineurs et de militantes pacifistes britanniques

Au mois d'octobre, une délégation de quatre femmes britanniques s'est rendue en Allemagne fédérale. Cette délégation était composée de Marie Collins et Kay Sutcliffe, représentant les comités des femmes des mineurs de la région de Kent, et de Lesley Boulton et Ilona Aronowsky, du camp des femmes de la paix de Greenham Common. L'objectif de la visite était de faire connaître en Allemagne la réalité de la grève des mineurs et la situation politique actuelle en Grande-Bretagne, aussi bien que le mouvement d'auto-organisation des femmes des mineurs et les liens qu'elles ont établi avec les femmes du mouvement antiguerre. Interviewée par *Was Tun*, journal du GIM, section allemande de la IVe Internationale, Lesley Boulton a expliqué pourquoi les femmes de Greenham soutenaient les mineurs : « *Nous avons des revendications communes. (...) Le NUM s'oppose à l'énergie nucléaire et partage avec nous la revendication du désarmement nucléaire unilatéral. Nous avons aussi un ennemi commun, le gouvernement. Il essaie depuis longtemps de disperser le camp de Greenham Common par la violence policière. En même temps, il utilise des chiens, des chevaux et des matraques contre les piquets de grève. Nous nous sommes unies aux mineurs parce que nous savons que s'ils gagnent nous aurons fait, nous aussi, un grand pas vers la réalisation de nos objectifs.* »

La délégation s'est organisée en deux équipes, avec une femme de mineur et une femme de Greenham Common dans chacune d'elles, pour faire deux tournées de meetings parallèles à travers le pays. Au cours de 12 meetings, elles se sont adressées à un total de 1 300 personnes et ont réuni la somme de 16 000 DM (75 000 FF) pour la caisse de grève des mineurs.

Ces meetings ont été organisés par des structures très diverses. Le meeting le plus important de la tournée s'est tenu dans la ville minière de Hückelhoven. Organisé par le groupe Femmes et travail et par un centre d'éducation pour adultes, il a réuni 200 personnes pour un débat qui a été centré sur les parallèles à tirer entre la grève des mineurs et la situation en Irlande du Nord, grâce à la présence dans la ville d'un groupe de jeunes protestants et catholiques venus de cette province. A Lünen, autre ville minière, le meeting a été organisé par l'ASF, l'organisation des femmes du Parti social-démocrate (SPD) et par d'autres groupes de femmes. Malgré l'attitude du Syndicat des mineurs allemand (l'IG-Bergbau, dirigé par la droite syndicale), qui n'a presque rien fait pour organiser la solidarité, les femmes britanniques ont été bien reçues. A Oberhausen, un diri-

geant de l'IG Bergbau qui a organisé la solidarité dans sa région malgré la passivité de son syndicat, a pris la parole au cours d'un meeting organisé par un comité local de soutien aux mineurs britanniques.

A Osnabrück, le meeting des femmes britanniques a été pris en charge par les organisations locales du Syndicat de la métallurgie (l'IG-Metall) et de la Confédération des syndicats allemands (DGB), qui a organisé une conférence de presse. A Stuttgart, c'est le comité local des femmes de l'IG-Metall qui a organisé un meeting où il y a eu une discussion très animée autour des comparaisons entre la grève des mineurs et la grève pour les 35 heures qui s'était déroulée en Allemagne au printemps. Ce comité s'est jumelé avec le comité des femmes de mineurs de St. Helens, dans le Lancashire (qui est la ville jumelle de Stuttgart), en demandant que la section locale de l'IG-Metall fasse pareil avec le NUM de St. Helens. Cette forme de solidarité entre les travailleurs de différents pays devient assez habituelle en ce moment. Il y a aussi eu une proposition de jumeler Lünen avec Leeds, dans le Yorkshire.

Des groupes de femmes et des organisations de gauche ont tenu des meetings à Mannheim, Aachen, Karlsruhe et Rüsselsheim. A Tübingen, un rassemblement fut organisé par les femmes des syndicats de l'imprimerie, des cheminots et des PTT et par l'assemblée générale des personnels de l'université.

Au cours de tous ces meetings, des résolutions furent adoptées, appelant à continuer et renforcer le travail de solidarité avec la grève des mineurs et à nouer des liens directs avec les comités des femmes de mineurs. C'est là sans doute le résultat le plus durable de cette visite. Interviewée par *Was Tun* sur les perspectives des comités des femmes des mineurs après la fin de la grève, Marie Collins a déclaré : « *Nous voulons rassembler toutes les femmes qui se battent contre la politique réactionnaire de Thatcher. Le gouvernement a déjà annoncé son intention de privatiser encore plus de secteurs de l'économie, par exemple la santé. Cela impliquerait la perte de leur emploi pour des milliers de femmes. Nous pouvons établir des contacts avec elles, partager nos expériences et les appuyer.*

« *Nous voulons aussi militer autour d'autres thèmes, par exemple celui du désarmement nucléaire unilatéral. Nous voulons jeter dans la balance notre force collective afin de faire tomber ce gouvernement. En novembre, nous allons organiser la deuxième conférence nationale des comités des femmes des mineurs.*

« *Nous sommes ravies d'avoir eu la possibilité d'établir des contacts avec des femmes d'ici. Nous espérons les maintenir et que des femmes allemandes vont venir en Grande-Bretagne, pour que nous puissions leur montrer comment nous vivons et comment nous luttons. Nous espérons que ces contacts vont durer au-delà de la grève et qu'ils constitueront la base pour construire un mouvement international des femmes.* » ■

(suite de la page 28)

cessaire de prendre face à la militarisation occidentale.

Pour le prix d'une pseudo-indépendance de son groupe, Köszezy se montre prêt à se taire sur tous ces points. Les membres du groupe « 6-4-0 » ne sont pas obligés de devenir automatiquement membres du Conseil de la paix, ce qui permet de sauvegarder certaines apparences d'indépendance. Ainsi catapulté dans la politique diplomatique du régime, Köszezy se rend en Europe occidentale comme le représentant indépendant officiel du régime.

A la conférence internationale du mouvement pacifiste qui s'est tenue à Pérouse, en Italie, en juillet 1984, la Hongrie réalisa une grande première dans la politique de l'Est, en envoyant une délégation mixte composée de délégués officiels classiques et d'« indépendants officiels ». Pour l'occasion, faute d'avoir pu récupérer suffisamment de personnes de l'ancien groupe Dialog, Köszezy se fait accompagner par deux vieux loups de l'établissement politique hongrois. Le fait que ceux-ci n'aient jamais rien eu à voir avec le pacifisme ne gêne personne. L'image de marque du régime est sauvée. Les médias hongrois peuvent, proués à l'appui, fièrement annoncer à la population que la démocratisation de la société suit son cours.

De son côté, la presse étrangère ne demandait pas mieux que de noter avec satisfaction ce qu'elle présentait comme un signe supplémentaire de renouveau de la politique de réforme. Une bonne partie du mouvement pacifiste occidental n'y vit lui-même que du feu. Certains dirigeants pacifistes occidentaux pensent même qu'il faille, par un traitement spécial pour la Hongrie, sauvegarder des liens privilégiés avec ce régime si différent.

Le regroupement des membres de l'ancien groupe pacifiste indépendant Dialog s'est effectué avec difficulté. Une bonne partie de ses anciens membres ont continué à se réunir. Le groupe de Budapest décida même d'ignorer sa dissolution et de garder l'appellation de Dialog. Il dut affronter une situation nouvelle. Il est aujourd'hui impossible à ce groupe d'organiser des activités publiques continues. L'action la plus innocente est réprimée sans merci. Par exemple, une petite place de Budapest est déclarée, un dimanche après-midi, zone dénucléarisée, et quelques minutes plus tard, par une intervention de la police, les drapeaux blancs et les banderoles seront arrachés. De même, la locataire de l'appartement où se réunissait le groupe sera interpellée par la police et, en fin de compte, devra déménager. Plusieurs membres de Dialog sont interrogés par la police sous divers prétextes.

Il est très difficile de définir une nouvelle orientation dans de telles conditions. Tout espoir de devenir un mouvement légitime aux yeux des autorités est devenu vain, sans que la plupart des membres de Dialog n'aient envie de se marginaliser et d'affronter la répression. Le choix qui se pose à eux est douloureux : ou bien continuer la lutte en risquant de se mettre complètement en marge de la société, ou

bien se retirer de toute activité politique. Dans un premier temps, la majorité de Dialog a essayé d'éviter ce dilemme en remplaçant les activités et discussions politiques par des activités plus discrètes (actions symboliques, activités internes, etc.), qui ne risquaient pas d'attirer trop facilement l'attention du ministère de l'Intérieur. Mais cela ne pouvait ni suffire ni durer. Dialog fut obligé de redéfinir son identité propre face au régime kádàriste. Ce groupe a donc décidé d'organiser des discussions programmatiques sur les perspectives de son action.

La division de l'Europe en deux blocs antagonistes, l'occupation militaire de la Hongrie par l'armée soviétique, la politique militariste de son propre gouvernement, cela oblige Dialog à prendre position sur toutes ces questions. Le loyalisme envers le régime n'est plus de mise dans ces conditions. Les contacts entre les pacifistes et l'opposition démocratique se renouent à nouveau. Dialog ne se sent plus obligé de prendre ses distances envers les dissidents. Dialog se sent également partenaire du mouvement pacifiste international. Mais l'incapacité des courants pacifistes occidentaux à définir une orientation politique pacifiste acceptable pour les populations de l'Est de l'Europe demande non seulement de la part des pacifistes indépendants de Hongrie la formulation de critiques, mais aussi une discussion continue avec les pacifistes occidentaux.

A partir de cette base politique, une nouvelle orientation dans les activités publiques devient possible. Dialog risque naturellement de s'attirer à nouveau les foudres du ministère de l'Intérieur, surtout qu'il lui est toujours possible de regagner l'audience publique dont ce groupe disposait il y a deux ans. Mais Dialog a des atouts certains : ses membres sont cette fois sans illusions sur la volonté du régime. Le groupe sera donc plus fort et plus préparé à tenir tête à la répression.

Le mouvement pacifiste occidental porte une grande responsabilité dans la mobilisation contre la perspective d'une telle répression. Les forces de répression auront beaucoup plus de difficultés à venir à bout d'un groupe qui a des liens bien structurés avec le mouvement pacifiste international. Le prix en sera bien plus élevé pour le régime, dont l'image de marque internationale risque de prendre un bon coup de vieux. Les pacifistes indépendants non officiels de Hongrie étaient absents de réunions internationales du mouvement pacifiste, comme celle de Pérouse. Avant son interdiction, Dialog n'avait que commencé à tisser des liens avec le mouvement pacifiste européen. Les pacifistes occidentaux ont les moyens de pression suffisants pour exiger en ce domaine des garanties au régime kádàriste. Ils devront également répondre aux questions des pacifistes hongrois sur une stratégie pacifiste à l'échelle des deux blocs militaires. Le nom même de Dialog ne porte-t-il pas cette ambition et cet espoir ? ■

Antoine DELAGRANGE,
20 novembre 1984.

L'évolution récente du mouvement pacifiste indépendant

Entre la répression et la réorientation

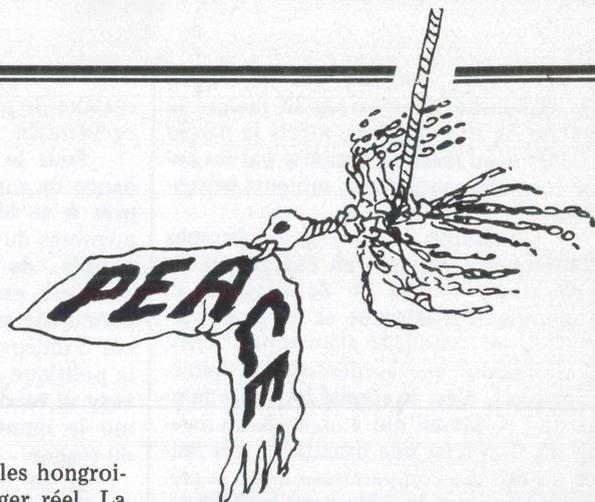
LE mouvement pacifiste hongrois indépendant est jeune mais déjà plein d'expérience. Le Groupe de paix pour le dialogue est né en 1981 de l'espoir que la libéralisation progressive du régime hongrois durant les dernières années permettrait l'organisation d'un mouvement pacifiste sur une base indépendante (cf. *Inprecor* numéro 152 du 6 juin 1983). Il s'est même montré prêt à payer un prix politique élevé pour obtenir que ses activités publiques soient tolérées, en s'engageant à ne pas s'opposer frontalement à la politique étrangère du gouvernement en ce qui concerne les problèmes de défense. Ce loyalisme permettrait à ses militants, du moins le croyait-il, une possible indépendance organisationnelle dans leur activité. Certains dirigeants du groupe croyaient même nécessaire de faire du zèle en ce sens, et prenaient ouvertement leurs distances envers les « dissidents » de l'opposition démocratique. Le groupe Dialog, du nom de son samizdat « Beszelo », avait alors la ferme illusion que le régime de Janos Kadar, Premier secrétaire du Parti socialiste ouvrier hongrois, tolérerait cette sorte d'expérience.

LA RÉPRESSION MALGRÉ L'AUTO-LIMITATION

La suite est connue. Le groupe Dialog devenait en quelques mois de plus en plus populaire parmi la jeunesse de Buda-

pest et de plusieurs autres villes hongroises. Le régime y vit un danger réel. La stabilité politique des dernières années reste en effet toujours fragile, et l'orientation de Dialog, couplant une volonté de loyalisme à l'égard de certains aspects de la politique du régime, et d'indépendance quant à l'activité pacifiste, ne pouvait donner suffisamment de garanties au pouvoir, à long terme, pour que celui-ci puisse tolérer cette action. Les fameuses réformes hongroises ont lieu dans le domaine économique et culturel, mais non dans le domaine militaire. Non seulement ce groupe pacifiste s'immisce dans un domaine parfaitement tabou de la politique, mais son influence grandissante et sa capacité d'organisation pouvaient tôt ou tard avoir des répercussions sur la base programmatique même de Dialog. La volonté de loyauté politique affichée par les premiers dirigeants ne pouvait suffire à rassurer le régime kadariste.

Un bureau politique gérontocratique ne pouvait avoir grande confiance dans ces adolescents fraîchement initiés à la grande politique. Des représentants du pouvoir participèrent dans un premier temps à des réunions et des débats publics organisés par Dialog, mais lorsqu'il fut clair que cela ne suffirait jamais à réintégrer le groupe pacifiste au sein des instances officielles, le bureau politique décida d'agir. Il mit fin à l'expérience d'indépendance. Un camp d'été organisé



en 1983 par Dialog sur une île du Danube, entre Buda et Pest, qui réunissait pacifistes hongrois et hollandais, fut brutalement dispersé par la police. Les étrangers furent reconduits manu militari à la frontière. Puis le groupe Dialog fut purement et simplement interdit. Ses membres n'étaient pas préparés à une telle éventualité. Ils étaient au contraire convaincus qu'ils pouvaient devenir un élément légitime de la vie politique hongroise. Ils ne s'imaginaient pas que, malgré leur loyalisme, ils pouvaient être mis hors la loi.

Le régime kadariste a naturellement dû tenir compte des conséquences négatives de sa décision. La répression risquait de ternir son image de marque, aussi bien vis-à-vis de la population hongroise qu'à l'étranger. La petite différence qui existe entre la Hongrie et ses voisins de l'Est est très importante pour un régime qui a ainsi réussi à souder une grande partie de la population autour d'une politique de réformes limitées mais réelles. Cette différence permet d'obtenir des pays capitalistes un traitement de faveur. Pour légitimer la répression du pacifisme, le régime de Kadar fit donc appel à un stratagème ingénieux. Un des dirigeants de Dialog, Ferenc Köszegy, fut autorisé à organiser un nouveau groupe sous un nouveau nom.

LE NOUVEAU GROUPE DES « INDÉPENDANTS OFFICIELS »

Ce nouveau groupe s'appelle « 6-4-0 », rappelant par ses deux premiers chiffres le nombre d'années qu'ont duré la première et la seconde guerre mondiale, et par son troisième, l'espoir qu'il n'y en aura pas de nouvelle. Il avait comme but d'attirer et d'organiser ces jeunes pacifistes, qui avaient été sensibles au langage et aux arguments de Dialog, et que le Conseil de la paix, l'organisme pacifiste officiel, était complètement incapable d'intégrer.

Par la légalisation de ce groupe, toute interdiction d'un groupe concurrent put être ainsi légitimée en apparence. Avec un peu de chance, ce jeu pouvait même convaincre l'étranger du caractère véritablement différent du régime hongrois. Köszegy s'est prêté à ce jeu et déclara qu'il suivrait dorénavant la politique du Conseil de la paix. L'orientation de cette instance pacifiste officielle consiste, entre autre, à soutenir les mesures militaires de rétorsion que l'Union soviétique juge né-

(suite à la page 27)

La police intervient contre des pacifistes indépendants à Budapest. (DR)

